

Policy Paper

La Corée du Sud et le Maghreb

Par Abdallah Saaf

PP - 14/22

S e p t e m b r e 2 0 2 2

Les responsables des États du Maghreb aimaient donner en exemple l'expérience de la Corée du Sud : ils semblaient signifier que grâce à ses périodes autoritaires elle a pu accéder au développement économique, voire à la puissance économique et, du coup, à la démocratie. La Corée du Sud a développé sa présence économique mais aussi politique et culturelle dans les pays de la région maghrébine à partir de plusieurs entrées : les relations avec l'ensemble de la région arabe, les relations avec le continent africain, et les relations bilatérales d'État à État. Par rapport à d'autres puissances présentes dans la région (l'Union européenne, les États-Unis, la Russie, le Japon, l'Inde, la Chine...), la Corée du Sud s'est aménagée au Maghreb une place non seulement significative mais aussi originale.

About Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street, Hay Riad, Rabat, Morocco.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

POLICY PAPER

La Corée du Sud et le Maghreb

Par Abdallah Saaf



THINK • STIMULATE • BRIDGE

Ravagée par la guerre, avec une population importante, disposant de ressources limitées, en 1960 à coup sûr, la Corée du Sud paraissait "mal partie". Deux grandes catastrophes ont fortement pesé sur son histoire récente: d'une part, la colonisation japonaise de 1905 à 1945, accompagnée d'une tentative d'assimilation culturelle du pays ; d'autre part, la guerre de Corée qui, dans le contexte de la guerre froide, a conduit les États-Unis à soutenir la Corée du Sud jusqu'au début des années soixante.

Dans les différents pays du Maghreb, il est souvent question dans les débats publics du « modèle de développement sud-coréen ». (1) On y insiste fréquemment sur le fait qu'avec peu de ressources naturelles au départ, la Corée du Sud a accru sa richesse, survécu à plusieurs crises (2), en demeurant attachée à une démarche libérale dans sa politique générale. Au début, le pays était peu ouvert sur l'extérieur, et ses exportations s'élevaient à peine à 2 % seulement de son PIB. Celui-ci par habitant y était inférieur à 2 500 dollars en 1980, il s'est élevé à 8 276 dollars en 1990. (3) En 2016, le PIB par habitant a atteint 35 751 dollars. (4) Les classements sud-coréens en termes de performances économiques se sont améliorés de manière spectaculaire. (5)

Du fait de leur compétitivité, plusieurs entreprises sud-coréennes occupent la première place dans les secteurs de l'électronique grand public et de la construction navale, et se sont situées parmi les plus importantes au niveau mondial dans nombre d'autres secteurs industriels. Les exportations tournaient autour de 500 milliards de dollars par an concernant les biens et 100 milliards par an de dollars pour les services. (6)

Partout les dynamiques économiques à l'œuvre dans le pays, notamment celles des entreprises sud-coréennes, ont rendu possible la gestion au mieux de la question de l'emploi. (7) Le salaire moyen mensuel se situait autour de 3000 dollars, soit le 17^{ième} rang des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), devant l'Espagne (18^e), le Japon (19^e) et l'Italie (20^e). (8)

Le processus de la Corée du Sud paraît de nature volontariste, hâtant son développement en adoptant une démarche marquée par une stabilité politique fondée sur un régime de type autoritaire au départ, suivie plus tard par une libéralisation de la vie institutionnelle ; une logique productive multisectorielle, fondée sur la valeur travail ; une économie de marché, encadrée par un État stratège interventionniste, développeur ; une aspiration à plus d'intégration régionale. Pendant cinq décennies, ce que l'on appelle désormais le « modèle de développement sud-coréen » allait de fait s'édifier autour d'un certain nombre de constantes.

En premier lieu, l'État apparaît comme un acteur central dans ce processus. Le pouvoir politique était au départ de nature autoritaire, soucieux de sauvegarder la stabilité politique. L'État s'occupe du relèvement du pays et de son développement, en luttant contre les séquelles du féodalisme et ses appuis au sein de la bureaucratie. Il développait une démarche visant à rétablir la valeur travail et la logique productive en engageant des réformes agraires significatives. Il est à noter que la vision globale, la définition d'objectifs précis, ambitieux et ciblés du développement, la régulation économique en termes d'orientation, de soutien, de protection et, de sanction, relèvent de la responsabilité publique. De ce point de vue, l'État s'érige en acteur principal du développement comme concepteur, promoteur et régulateur. (9) Dans une perspective interventionniste, industrialiste et protectionniste, ainsi que d'une planification incitative, l'État vise un suivi budgétaire rigoureux et une maîtrise des dépenses publiques. Cela en a fait le partenaire nécessaire des différents acteurs économiques et lui a conféré une réelle légitimité économique dans ses rapports avec les entreprises, l'ensemble de la population, particulièrement lors de la période marquée au plan politique par une gouvernance autoritaire.

Ensuite, l'État ne s'est pas substitué aux initiatives privées commerciales et industrielles du secteur marchand, en affichant une volonté d'autonomie vis-à-vis d'elles. L'entreprise privée locale est considérée comme le fer de lance du développement économique. Les entreprises se sont organisées à partir de 1961 dans l'Association des entrepreneurs coréens. Œuvrant avec l'administration compétente, les entreprises s'engagent volontairement à réaliser les objectifs planifiés dans les domaines définis d'un commun accord comme prioritaires, en respectant les critères de performances et d'exportations retenus pour chacune d'entre elles. Celles répondant aux critères dûment définis se voient accorder divers avantages fiscaux et financiers, subventions, protections douanières et autres soutiens nécessaires à leur croissance, à leur compétitivité, et à leur « profitabilité ». Selon les résultats obtenus, l'État décide de traiter les entreprises les plus performantes parmi les grands groupes ayant une présence internationale (les Jaebuls) comme les fers de lance de son économie pour les rendre à même d'affronter la concurrence mondiale.(10)

Par ailleurs, afin de réaliser les objectifs définis, le « capital humain » se devait de réaliser des performances en termes d'innovation et de productivité, de produire compétence, qualification, discipline hiérarchique et mobilisation pour un effort de développement national sans les revendications sociales démesurées.(11) Par ailleurs, le citoyen sud-coréen est appelé à se soumettre à une discipline sévère en termes de consommation et d'épargne afin d'impulser le développement de l'investissement productif. Dans cette perspective, l'État s'était engagé dans une politique d'éducation et de formation professionnelle dont les résultats sont considérés partout comme performants.(12)

Le déploiement combiné de ces principaux éléments entendait s'inscrire dans une dynamique fondée sur des incitations et des avantages, souples, variés et agencés. Les réformes agraires ont été mises en œuvre afin d'assurer la sécurité alimentaire de la population et de stimuler le marché intérieur. Pour activer son développement, la Corée du Sud a mis au point d'autres incitations dont « l'avantage factoriel travail » appuyant, dans la mesure du possible, les industries de main-d'œuvre, soutenus par le coût peu élevé du travail, en tout cas au début du processus, et par sa productivité. Un autre avantage accordé a été celui dit « compétitif » dans la plupart des secteurs. L'État sud-coréen, pour les raisons explicitées précédemment, et en vue de maximiser le succès des grands groupes, a inscrit les dynamiques de ces derniers, avec réalisme et surtout avec pragmatisme, dans le cadre d'une politique industrielle et technologique basée sur l'intégration graduelle et verticale sur la base d'un processus d'élévation de filières technologiques de l'aval vers l'amont, la primauté accordée au travail sur les innovations et technologies d'avenir, une politique de recherche-développement (13), l'ouverture relativement maîtrisée du commerce extérieur, l'importance des exportations dans la démarche du développement, le choix de la coopération régionale, une ouverture réfléchie aux investissements étrangers.

Les experts économiques ont noté que la Corée du Sud n'a pas fait sien le principe de la spécialisation internationale résultant des seuls « avantages comparatifs sectoriels » liés aux matières premières. Elle n'a pas, non plus, fait sienne de manière exclusive l'option de l'import-substitution adoptée par le pays au cours des années 1950, ni celle des principes du libre-échange et de la libre concurrence. Pragmatiquement, la Corée du Sud a articulé réformes agraires, industrialisation légère, industrialisation lourde, politique d'import-substitution et politique d'exportations non traditionnelles. Elle a appliqué de manière résolue les mesures de soutien de l'État : crédits importants, subventions, protection douanière et sous-évaluation de la monnaie nationale. Le tout est articulé sur les avantages à ériger selon les secteurs, les facteurs, la compétitivité, concernant l'investissement, à ceux de la production et de l'exportation. Séoul a adopté une démarche de transformation de son économie dans le sens de sa large diversification ainsi que celle de ses échanges, aux plans intérieur et extérieur. A noter que la Corée du Sud s'est convertie en l'un des premiers pays où l'industrialisation par l'exportation a été expérimentée.

L'arrivée des militaires au pouvoir au début de la décennie 60 correspondait à l'essoufflement de la stratégie d'import-substitution. La pauvreté et l'instabilité politique avaient inquiété à l'époque les alliés américains, qui avaient appuyé les militaires. Ils ont imposé un programme de promotion des exportations dans les industries nécessitant de la main-d'œuvre abondante. Il s'agissait d'abord de promouvoir les industries exportatrices, afin de pourvoir le pays en devises. L'industrialisation par le textile-habillement et l'assemblage électronique s'est effectuée dans le monde rural permettant aux familles paysannes d'élever leurs revenus. Durant cette même période, la Corée n'a pas encore développé des zones franches d'exportation accueillant les firmes internationales.

La période s'étendant entre 1972 et 1979 a été celle de la marche forcée vers l'industrialisation lourde (aciérie, pétrochimie, construction navale). Dans ses plans successifs, la Corée du Sud s'est fixée pour objectif constant de créer une industrie intégrée, composée en particulier des industries en amont onéreuses en biens d'équipement. La Corée du Sud a très tôt réussi à s'imposer dans le secteur des industries.

A partir de 1980 s'engage une période d'ajustement (1983), suivie d'une seconde période de promotion des industries exportatrices à plus haute valeur ajoutée, en particulier l'industrie automobile, les industries électroniques. Sa stratégie s'est construite autour d'un fil directeur appelé "la remontée de filière". Dans cette économie, d'importantes entreprises constituées en groupe de sociétés, les Jaebuls, ont été considérées comme des acteurs centraux du développement industriel du pays et d'une concentration de l'appareil productif conséquente.(14)

Les succès économiques de la Corée du Sud ont été obtenus sur une longue durée, après avoir connu de graves difficultés, notamment des chocs pétroliers. Pourtant, le pays a su éviter le piège de l'endettement, tirer profit de sa dépendance extérieure. Il s'est posé en modèle de développement pour les pays du Tiers monde quoique les contextes socioculturels sont différents, les contraintes à surmonter variées, et que l'environnement international, qui lui a donné la possibilité d'émerger, a profondément évolué. Or le monde d'aujourd'hui n'est plus celui des années 1960 à 1980.

La Corée du Sud, désormais puissance économique reconnue au niveau mondial, a décidé d'adopter une politique internationale qui lui est propre. Des départements de français des universités sud-coréennes se sont institués en "départements de français-aide aux pays de l'Afrique" pour établir des ponts dans les relations avec les pays francophones d'Afrique.(15) En termes de soft power, la culture sud-coréenne exerce une certaine force d'attraction.(16) Mais au-delà de ces engouements, il s'agit ici de la culture au sens multidimensionnel y inclus la religion : de nombreuses sectes protestantes originaires de la Corée du Sud sont actives en Afrique, en Amérique latine comme au Proche-Orient.(17)

Trois observations doivent être relevées : il semble difficile d'étudier la démarche globale de la Corée du Sud en dehors de l'examen de sa rivalité avec la Corée du Nord. D'autre part, la Corée du Sud est un pays dictatorial pauvre au départ devenu une riche démocratie. Des enseignements contradictoires sont tirés de son parcours politique. Certains y voient aussi une ancienne colonie qui a réussi son indépendance et une ouverture sur le monde.

Entrent aussi en jeu le rôle de l'éducation (le système éducatif des Sud-Coréens est généralement donné aussi comme un exemple de réussite, de même la place faite aux femmes, ainsi que la conjugaison des deux -l'éducation des femmes-). Il est souvent affirmé que l'intégration des femmes au système économique a été un élément clé du succès sud-coréen. La maîtrise par la Corée du Sud des technologies de l'information et de la communication a réellement constitué un atout majeur et démontré que l'éducation peut être répandue hors les murs, grâce au numérique. Les avancées de la Corée du Sud dans les domaines cyber-éducatifs, cyberculturels et cyber-technologiques sont sans commune mesure (celles de l'école partout, des universités dans les

murs) avec les expériences connues dans le monde d'aujourd'hui. Des observateurs pensent que les Sud-Coréens ont construit une véritable civilisation en ligne.(18)

I. La place des relations de la Corée du Sud avec la région maghrébine

1. La Corée du Sud et le Maghreb à travers les politiques arabe et africaine de Séoul

Comme pour d'autres puissances asiatiques, à l'instar de l'Inde et du Japon, par exemple, les relations de la Corée du Sud avec les pays du Maghreb disposent de deux entrées : le monde arabe et l'Afrique.

A. L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient

Le Moyen-Orient représente une des zones importantes, en dehors de l'Asie de l'Est, de déploiement extérieur de la Corée du Sud, comme en témoignent l'état des relations et la teneur des activités déployées vers la région.(18) La Corée du Sud exporte, de son côté, son image vers les pays arabes qui en ont fait des usages divers et parfois contradictoires. Les uns, y voient la preuve que la réforme politique peut être précédée et préparée par le succès économique, pour les autres, l'exemple sud-coréen articule les deux termes de l'équation, et atteste de la détermination réciproque qui relie démocratisation et développement économique. Pour bien faire prendre conscience de ces aspects, des fora arabo-coréens ont été épisodiquement organisés.(19)

Les pays arabes, dont ceux du Maghreb, semblent obsédés par ce qu'ils appellent « le modèle coréen » dont une perception particulière se dégage. L'économie de la connaissance, entre autres, y aurait joué un rôle central. L'intérêt arabe pour la Corée du Sud est sensible à la poursuite de Séoul sans relâche de l'investissement éducatif. Un mythe tenace voudrait qu'il ait constitué la toile de fond de la métamorphose sud coréenne.(20) Le développement de la Corée se fonderait aussi sur des valeurs de travail ancrées dans la société, en plus du respect de la hiérarchie et des mœurs sociales, ce qui aurait permis la création de conglomerats industriels (les Chaebols) dans l'automobile, l'électronique (Samsung, Hyundai, LG) ou le chantier naval et l'industrie chimique qui représentent à eux seuls plus de 45 % des exportations du pays vers plusieurs régions du monde, dont le monde arabe. Au total, selon un regard arabe dominant, ce qui fait la valeur de l'expérience sud-coréenne, ce serait l'éducation, une certaine culture du travail et de la discipline, des recettes économiques qui ont fait leurs preuves, plus d'autres éléments. La perception arabe de la Corée du Sud et de ses succès doit beaucoup au prisme autoritaire, pourtant largement dépassé par ce pays. Les orientations de la diplomatie coréenne cherchent à se fonder sur ce qui est défini comme « les complémentarités économiques, politiques et culturelles ». Le volume commercial entre la Corée du Sud et les pays arabes s'élevait à 110 milliards de dollars en 2016, faisant du monde arabe dans son ensemble son troisième partenaire commercial. Le pays du « matin calme » importe 54 % et 86 % de ses besoins en gaz et en pétrole des pays du Golfe. La facture énergétique a été quelque peu contenue par les investissements coréens dans ces pays, surtout dans le domaine du nucléaire, en particulier aux Émirats arabes unis et en Égypte, dans l'industrie automobile et électronique, en plus du BTP en Irak et en Arabie saoudite et dans le transport ferroviaire à travers l'acquisition par l'Égypte de trains réalisés en Corée. Il convient d'y ajouter les énergies renouvelables et l'industrie militaire.(21)

La présence de la Corée du Sud en Afrique serait-elle moins significative, en comparaison avec les

investissements sud-coréens au Moyen-Orient ? Les pays du Maghreb s'en nourrissent dans leur coopération avec la Corée du Sud.

B. La Corée du Sud et l'Afrique

Les pays du Maghreb se nourrissent également de la coopération de la Corée du Sud avec l'Afrique. Les rapports entre Séoul et le continent africain ont été déterminés par le contexte de l'après Seconde Guerre mondiale et en particulier par la guerre froide. La Corée du Sud, après la fin de l'occupation japonaise et la formation d'un gouvernement en 1948, a cherché, pour fonder sa légitimité extérieure, à établir des relations diplomatiques à l'échelle internationale, en particulier avec les pays du Tiers monde, dont les pays africains. Vis-à-vis de l'Afrique, plusieurs étapes sont généralement distinguées dans l'évolution de la démarche diplomatique de la Corée du Sud.(22)

Un premier moment marque l'émergence de l'intérêt sud-coréen pour l'Afrique entre 1960-1961. Au cours de la toute première République, sous la présidence de Syng-Mann Rhee, une politique plutôt inflexible d'isolement est suivie, sur la base des principes de "non-contact avec la Corée du Nord et de non-contact avec le Tiers monde", y inclus le continent africain. Au cours des années soixante, la vague des nouveaux États le contraint à envoyer dès janvier 1960 des délégations dans nombre de pays africains afin de gagner leur soutien diplomatique.(23) Quand le régime Chang Myong prend les commandes du pays, le gouvernement intérimaire est mis en place, dirigé par Huh Chung. Celui-ci prend en considération l'accession des colonies françaises et anglaises d'Afrique au statut d'États indépendants.(24) La politique de la Corée du Sud devient plus active envers les pays du Sud, dont les pays africains. Dès la formation de son gouvernement, le premier ministre Chang Myong exprime la détermination de la Corée du Sud à étendre son champ diplomatique aux nouveaux États indépendants du continent.(25) Sur cette base, il met en avant le slogan de l'établissement de relations diplomatiques avec "les pays neutres".(26) La situation politique intérieure de la Corée du Sud, et notamment l'opposition entre le gouvernement et les forces armées, ont rendu difficile la mise en œuvre de cette approche, et finissent même par y mettre un terme. Le gouvernement civil de Chang Myong est renversé par un coup d'État dirigé par le général Park Chung-Hee. Un autoritarisme martial se met en place.(27)

La période s'étendant entre 1961 et 1968 voit l'établissement de la troisième République par le général Park. Elle est marquée par l'expansion des relations diplomatiques, et l'inauguration d'une diplomatie d'ouverture à l'égard des pays non-alignés pour les gagner à la cause de la Corée du Sud aux Nations unies. Il s'agissait aussi de développer la coopération économique et technique et de fournir des débouchés à l'exportation.

L'évolution des relations avec le continent africain fait apparaître deux sous-périodes, la première allant de 1961 à 1963, et la seconde de 1964 à 1968. Dès sa prise du pouvoir, le général Park Chung-Hee avait conçu une politique dite "positive" dans plusieurs domaines et ce, sur les plans intérieur et extérieur, afin de renforcer son régime. Chef du gouvernement militaire entre 1961 et 1963, puis président de la Corée du Sud à partir de 1963, Park Chung-Hee développe sa politique extérieure fondée sur les fameux sept objectifs.(28) Le lancement d'une offensive diplomatique vers le Tiers monde a constitué l'une des premières actions notables de son régime.(29)

A la fin de cette campagne diplomatique, la Corée du Sud a pu se rallier nombre de pays africains nouvellement indépendants aux Nations unies.(30) Cependant, à partir de 1964 les succès de la diplomatie sud-coréenne en Afrique diminuaient, en raison d'une tendance à mettre en œuvre avec une inflexibilité accentuée la doctrine Hallstein(31), parallèlement à un ralentissement du mouvement de décolonisations africaines.(32) L'application trop stricte de la doctrine Hallstein n'a pas permis à la diplomatie sud-coréenne d'élargir le cercle de ses relations en Afrique.(33) L'avènement du gouvernement de la troisième République de Corée, succédant au régime militaire

en décembre 1963, ouvre la voie à la promotion d'une politique étrangère plus volontariste vis-à-vis des pays africains. La Corée du Nord avait commencé à démultiplier ses rapports avec les États africains. Une tendance à la reconnaissance simultanée des deux Corées s'affirme alors en Afrique.(34)

Entre 1969 et 1973, il se produit un redéploiement de la diplomatie sud-coréenne, consistant en une offensive diplomatique dans les pays du Sud en général, et sur le continent africain en particulier. En 1969, la Corée du Nord a réussi enfin à établir des relations diplomatiques avec plusieurs pays d'Afrique déjà en relation avec la Corée du Sud, obligeant le régime de Séoul à essayer de s'adapter. L'option des États africains pour le mouvement des non-alignés ne semblant pas favoriser la mise en œuvre de ladite doctrine Hallstein, en décembre 1969, le ministère des Affaires étrangères commence à considérer que l'application de ce principe sera désormais plus souple, et que la question sera traitée au cas par cas, sur la base de l'intérêt national.(35) A partir de 1973, la campagne diplomatique nord-coréenne s'amplifie en Afrique obligeant le gouvernement sud-coréen à se délester de la doctrine Hallstein.(36)

Le gouvernement Park réoriente en conséquence les principes diplomatiques directeurs de la Corée du Sud. Le refus d'admettre la double représentation simultanée des deux Corées ne constitue plus la condition sine qua non du gouvernement de la Corée du Sud, en vue de l'établissement de relations diplomatiques avec un État étranger. La souplesse politique tactique du régime Park ne va pas porter ses fruits dans l'immédiat, puisque la Corée du Sud doit encore faire face à des ruptures de relations diplomatiques.(37) Du fait de l'adoption par un grand nombre de pays africains du principe de non-alignement, la Corée du Sud perd l'avantage du soutien des pays africains, la plupart d'entre eux tendent à reconnaître simultanément les deux Corées.(38)

A partir de 1980, une diplomatie au sommet succède aux anciennes démarches, en s'appuyant en premier lieu sur l'économie. Entre 1978 et 1979, une grande instabilité caractérise la vie politique de la Corée du Sud. En dépit d'une répression sévère, l'opposition s'était dressée contre le système Yushin, les fameuses réformes dites "revitalisantes".(39) Sous le régime Park, la Corée du Sud avait connu une forte croissance économique qui a permis, à des niveaux variables, une amélioration du niveau de vie de la majorité de la population sud-coréenne. En 1979, une détérioration de la situation économique (inflation, récession économique, baisse du pouvoir d'achat) se produit suscitant un mécontentement social généralisé et une crise profonde du régime. Le 26 octobre 1979, Park est abattu.(40) Dans une situation économique dégradée, le pays vit sous la loi martiale, au moment où Doo-Whan Chun, commandant de la sécurité militaire, prend le pouvoir en août 1980. Une réorientation de la politique étrangère du pays se produit dans le sens d'une quête de plus de sécurité nationale, la réunification pacifique, le développement permanent de l'économie et la définition de la Corée du Nord comme un danger militaire et diplomatique. Le Président Chun dispose de la possibilité de choisir les partenaires diplomatiques africains, indépendamment de leur idéologie. Le gouvernement sud-coréen entend développer la coopération économique avec les États du continent africain, sur la base des intérêts mutuels en donnant à sa politique dans le Tiers monde une connotation "Sud-Sud".(41) Au cours de sa visite à des pays africains en 1982, le président avait initié l'idée de la formation d'un "Front de développement" visant à mobiliser l'ensemble des pays du Tiers monde dans la lutte contre la pauvreté, la maladie et l'analphabétisme, le développement des échanges commerciaux et technologiques entre pays en voie de développement afin de réduire le fossé existant entre le Sud et le Nord, le réaménagement d'un ordre économique international trop favorable aux pays du Nord, sur la base des principes de l'égalité et de la réciprocité.

Cette démarche de la diplomatie sud-coréenne en Afrique s'appuie sur une coopération économique d'envergure revêtant diverses formes. Dès les années 1960, des médecins sud-coréens, des médicaments et des équipements sanitaires sont envoyés en Afrique. En outre, le gouvernement

sud-coréen a assuré la formation de stagiaires africains dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'industrie.

Au cours des années soixante, le volume du commerce entre la Corée du Sud et le continent africain était limité.(42) Il augmente sensiblement dans les années 1970. Les exportations totales de la Corée du Sud sur la période 1965-1980 ont augmenté en moyenne annuelle de 10 %. Les exportations à destination de l'Afrique se sont accrues de 22 %. Quant aux importations globales de la Corée du Sud, au cours de la même période, elles s'accroissaient plus modestement de 4,8 % par an, les importations provenant de l'Afrique connaissant une augmentation annuelle de 5,16 %. Ces chiffres attestent que le taux de croissance des échanges commerciaux entre la Corée du Sud et les États africains s'est accru de manière relativement plus rapide que celui du commerce total de la Corée. En dépit des efforts déployés par la Corée du Sud pour pénétrer le marché africain au cours des années 1970, et malgré une croissance sensible durant les années 1980, le volume du commerce avec l'Afrique reste modeste par rapport à tout le commerce de la Corée du Sud.(43) En 1965, les exportations sud-coréennes vers l'Afrique représentaient 1,19 % des exportations du pays (4,8 %), la part des importations de l'Afrique étant de 0,86 % (2 % en 1982).

Les exportations de la Corée du Sud en direction du continent africain se sont évidemment accrues plus vite que les importations de Séoul de l'Afrique. Les exportations coréennes vers l'Afrique portent à titre principal sur les biens d'équipement, les textiles, et le matériel électronique. Les produits sidérurgiques, le matériel mécanique, les vêtements, ainsi que les matières premières occupent moins de 10 % du total. S'agissant des importations sud-coréennes depuis l'Afrique, près des deux tiers portent sur le pétrole, vendu principalement par la Libye, l'Égypte, le Nigeria, l'Angola. Le solde des importations est constitué pour l'essentiel de rachats de navires d'occasion pour le ferrailage.(44)

La Libye, le Liberia, l'Égypte et le Nigeria représentent 70 % à 80 % des échanges. La part des autres pays du continent, sauf celle de l'Afrique du Sud, a peu de signification. La présence économique de la Corée du Sud en Afrique se fondait pour l'essentiel sur tout au plus quatre grands Jaebuls. A ce jour, les activités sud-coréennes restent limitées aux domaines des infrastructures routières et immobilières, pêche, mines et industries mécaniques.

La Corée du Sud importe du continent africain des matières premières, et y exporte des produits manufacturés, lui vendant plus qu'elle ne lui achète. Depuis 1983, un semblant de rééquilibrage paraît s'esquisser. En l'espace de douze ans, les échanges de la Corée du Sud avec l'Afrique se sont multipliés par quatre, ils se montent en cette fin de décennie à plus de 22 milliards de dollars. Cette augmentation relativement rapide témoigne de la vitalité des investissements sud-coréens en Afrique qui devaient atteindre un total de 1 000 milliards de dollars d'échange. On sait que la Corée du Sud, grande nation exportatrice, a atteint en 2015 le sixième rang mondial des pays exportateurs, sa présence en Afrique apparaît de ce fait on ne peut plus naturelle.(45) Les Sud-Coréens semblent cibler les pays moyennement développés dans lesquels il existe une bourgeoisie, s'y intéressant particulièrement à la consommation de la bourgeoisie moyenne(46) en Afrique et dans de nombreux pays où ils peuvent avoir des implantations économiques ou riches en pétrole : électroménager, électronique, construction de bâtiments de luxe.

Concernant les investissements sud-coréens en Afrique, ils étaient à un niveau quasi symbolique au départ avant d'augmenter rapidement.(47) Les analystes de la réussite économique de la Corée du Sud concèdent que celle-ci a commencé à s'intéresser aux pays en voie de développement à un moment de crise, lorsque lesdits avaient en effet besoin de ressources financières pour affronter les conséquences du choc pétrolier. A partir de 1973 Séoul s'est mise à y investir. On note qu'à la fin de 1983, une vingtaine d'opérations avaient été accomplies en Afrique, dans les secteurs de l'industrie manufacturière (66 %), du commerce et de la construction (14 %), et des pêcheries (20 %).(48)

La stratégie des investissements de la Corée du Sud en Afrique semble cependant rester marquée par une retenue remarquable, autour de quelque 2 % de ses investissements. Sur le court terme, ces opérations assurent ou améliorent le flux des échanges commerciaux entre la Corée du Sud et les pays africains : exportation de produits manufacturés de la Corée du Sud en Afrique, et importation par la Corée du Sud de produits de base.

Essayant d'assurer son autosuffisance alimentaire, la Corée du Sud a tenté de se procurer des terres devant lui assurer de se pourvoir en éléments de base qu'il lui est quasiment impossible de produire sur son propre territoire (sucre, maïs, etc.). Cette stratégie s'est cependant heurtée à diverses difficultés sur le terrain.(49)

Dans le domaine agricole, parmi les projets emblématiques, la Banque africaine de Développement (BAD) a mis en place un partenariat avec le gouvernement sud-coréen dans le domaine de la technologie afin d'impulser la production alimentaire en Afrique. Le projet "Nourrir l'Afrique" avait pour objectif de transformer l'agriculture africaine en un secteur agroalimentaire compétitif et ouvert, producteur de richesses.(50) La BAD visait ainsi à combattre l'extrême pauvreté sur le continent, lutter contre la faim et la malnutrition, à faire de l'Afrique un grand exportateur de produits agricoles. Elle visait également à élever l'Afrique au sommet de la chaîne de valeur agricole à fort impact. Le partenariat Corée-Afrique ouvre alors un nouveau marché de plus de 3 000 milliards de dollars pour les investisseurs du continent et du reste du monde.(51)

La Corée du Sud, pays fortement unifié, est dominée par de fortes réticences culturelles et de perception. En réalité, l'Afrique ne présente pas les caractéristiques d'une direction préférée des investisseurs coréens, la situation économique de la plupart des pays africains y est jugée peu encourageante : pénurie de devises étrangères, marchés étroits, dette extérieure accrue de façon frappante au cours des dernières années avec des perspectives de remboursement peu claires. Ainsi explique-t-on la timidité des investisseurs sud-coréens vis-à-vis de l'Afrique.

D'autres domaines ont sollicité un certain niveau de coopération afro-coréenne. Ainsi nombre de pays africains espèrent bénéficier de l'expertise coréenne en matière d'atome civil, la Corée du Sud étant devenue un acteur de ce marché qui compte.

La Corée du Sud est aussi perçue en Afrique comme un partenaire apprécié pour son appui financier et technique, et pour son expertise en nouvelles technologies.(52) Les relations de la Corée du Sud prennent leur sens par rapport à ses relations avec le monde arabe et l'ensemble de l'Afrique.

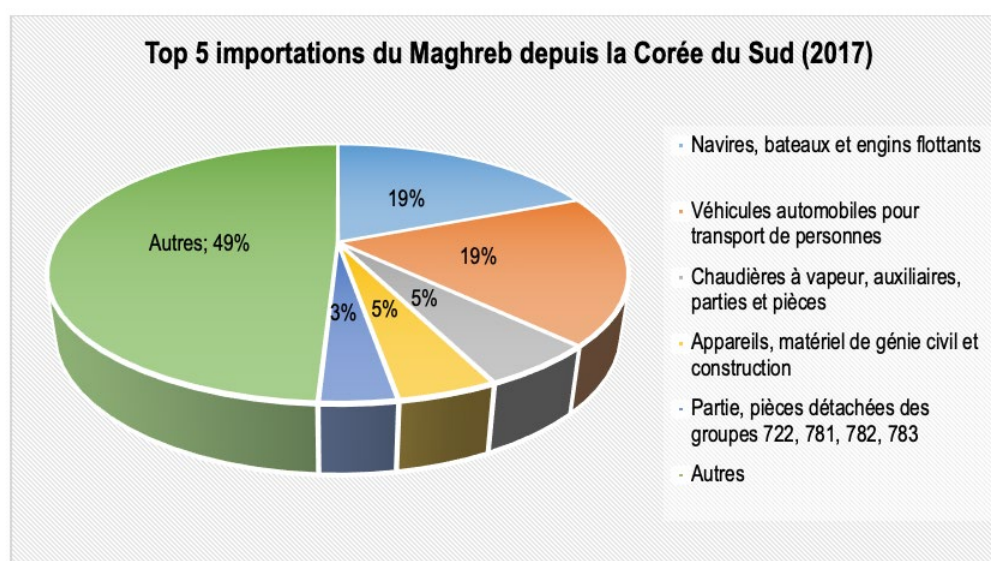
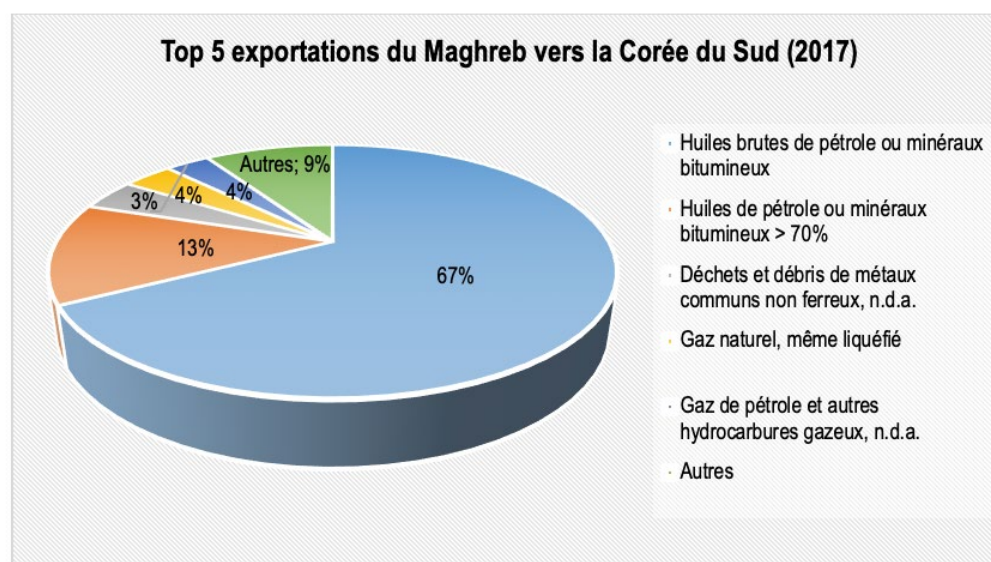
2. Les relations globales de la Corée du Sud avec l'ensemble maghrébin

La coopération triangulaire (Afrique, pays maghrébins, Corée du Sud) apparaît comme un leitmotiv dans les déclarations officielles des trois pays maghrébins. La Corée du Sud et les pays maghrébins s'évertuent à souligner le potentiel dont dispose chacun d'entre eux en termes de coopération triangulaire et de complémentarité de leurs politiques africaines respectives. Maroc, Algérie, Tunisie profitent de toutes les occasions pour affirmer leur volonté d'accroître le volume des échanges et renforcer les domaines de coopération avec les pays africains partenaires.(53)

Corée du Sud-Maghreb

	2014	2015	2016	2017	2018
Exportations (millions \$)	123 929,06	83 760,15	77 272,20	95 116,61	109 006,88
Part des exportations vers la Corée du Sud	1,45%	1,25%	0,79%	1,56%	0,28%
Importations (millions \$)	151 243,51	128 548,16	118 841,05	125 161,11	135 939,79
Part des importations depuis la Corée du Sud	2,31%	2,15%	2,42%	2,51%	2,13%
Commerce bilatéral (millions \$)	275 172,58	212 308,31	196 113,25	220 277,72	244 946,67
Part du commerce avec la Corée du Sud	1,92%	1,79%	1,78%	2,10%	1,30%

Source : CNUCED 2019



La Corée du Sud se conduit de manière quasi égale avec les trois pays. Elle n'exprime pas de préférence particulière pour l'un ou l'autre des Etats maghrébins. Avec les trois pays des relations dites exceptionnelles sont formellement saluées à chaque occasion. De larges cercles des élites maghrébines, de tous les pays de la région, en faisaient et en font toujours un modèle, bien que le plus souvent dans leurs représentations il s'agissait de la Corée du Sud non encore démocratique. Il s'agissait plus de la justification de leur autoritarisme, sensé préparer sur le long terme une démocratisation à venir. Cependant, très tôt la Tunisie a fait de la trajectoire économique sud-coréenne en construction son modèle, au point que les autres pays, notamment le Maroc, ont commencé à s'exprimer au cours de la première décennie du siècle en termes admiratifs sur l'expérience économique tunisienne, laquelle ne cessait pour se légitimer de renvoyer à la démarche sud-coréenne. Il y a moins de charge politique et émotionnelle dans les relations de la Corée du Sud avec le Maroc. Quant à l'Algérie, elle pense développer des relations avec une puissance économique qui s'est imposée au plan international.

D'un autre côté, l'Algérie, et selon les dires de ses responsables, entend constituer pour les entreprises coréennes une « porte » vers l'Afrique, l'Union européenne (UE) et le monde arabe. La même offre est affichée par le Maroc. Pour Rabat, le projet serait de concrétiser la coopération sur le terrain en accordant de l'importance à la coopération triangulaire en associant des pays partenaires africains et en valorisant ses positions européennes. Côté tunisien, la Corée du Sud a expressément souhaité tirer profit des excellentes relations que le pays entretient avec les pays européens et ceux du Moyen-Orient.(54)

II. La portée des relations bilatérales entre la Corée du Sud et les pays maghrébins

Les relations de la Corée du Sud sont examinées avec chacun des pays du Maghreb : Algérie, Maroc, Tunisie, la Libye et la Mauritanie.

1. Le Maroc et la Corée du Sud

Les relations de coopération entre le Maroc et la Corée du sud ont été jugées lors des derniers échanges de visites entre les officiels des deux pays comme étant « ancestrales », sans doute pour signifier simplement qu'elles remontent à 1962, date de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays.(55) Le Maroc ayant été probablement le premier pays africain à entretenir des relations diplomatiques et économiques avec la Corée du Sud depuis.(56) La volonté de rendre ces relations plus concrètes est régulièrement réitérée. La Corée du Sud a depuis toujours intégré le Maroc dans ses campagnes diplomatiques successives.

Les échanges de visites entre membres de l'exécutif des deux côtés paraissent significatifs.(57) De même, l'importance des effets de la qualité de la coopération entre les institutions législatives respectives et la régularité des visites entre les acteurs parlementaires sont souvent mises en relief. A ce titre, doit être soulignée la tenue de forums économiques et parlementaires maroco-sud-coréens.(58) Ces échanges de visites permettent aux deux pays d'impulser la coopération bilatérale, de renforcer leur dialogue, d'améliorer leurs instruments de partenariat et les cadres de leurs consultations politiques régulières, en confirmant leur ambition de construire deux économies, « compétitives », « performantes » et « innovantes », tentant de s'engager dans des relations équilibrées et orientées vers la coopération avec l'Afrique.(59)

Côté marocain, la position de la Corée du Sud est considérée comme l'appuyant dans la recherche d'une solution au conflit sur le Sahara marocain. Séoul reconnaît en effet les efforts du Maroc dans

ce sens et lui réitère son soutien dans le cadre de la solution politique initiée par les Nations unies. (60) Il semble qu'il s'agisse là du maximum que puisse concéder la Corée du Sud sur ce dossier pour ménager le voisin algérien. (61) La Corée du Sud n'a pas manqué l'occasion de saluer le retour du Maroc au sein de l'Union africaine (UA), ainsi que lorsqu'il en a été question pendant un moment, la perspective de son adhésion à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), étapes majeures selon les Sud-Coréens dans la voie de l'intégration, de la stabilité et du développement de l'Afrique. De manière générale, les deux pays ont également proclamé leur intention (62) de poursuivre la coordination de leur action au niveau des Nations unies et au sein d'autres instances et fora internationaux. (63) Le discours sud-coréen officiel prend acte positivement de la contribution du pays à l'instauration de la paix et à la réalisation du développement dans ses environnements régional et continental et d'être un pôle de rayonnement dans sa sphère régionale et dans le continent africain. De son côté, le Maroc a salué le rapprochement entre les deux Corées et l'approche adoptée par la Corée du Sud pour mettre fin au conflit dans la péninsule coréenne en privilégiant le dialogue et l'entente. (64)

Concernant le développement du pays, les officiels sud-coréens ont salué le modèle marocain, qualifié de pays stable et en plein développement, en dépit du fait que ses ressources naturelles leur paraissent limitées. Ainsi le Maroc et la Corée du Sud, en jetant les jalons d'une coopération économique tous azimuts, multidimensionnelle, ont marqué leur commune volonté de placer leur partenariat sous le signe de l'ouverture et de l'excellence en vue de l'élever, peu à peu, au niveau d'un partenariat d'un niveau supérieur, une coopération renforcée dans des domaines qualifiés de prioritaires relatifs notamment à la compétitivité économique, à l'économie digitale, à l'innovation, à la décentralisation, à la régionalisation, à l'éducation et à la coopération universitaire et académique. (65)

Dans ce registre, l'accord concernant le prêt du Fonds Coréen de Coopération pour le développement économique revient sur l'objectif des deux parties d'intensifier leur coopération en matière d'investissements, de mieux saisir les opportunités qui se présentent de part et d'autre, à travers une plus grande implication de l'Agence Coréenne de Coopération internationale (la KOIKA), en particulier dans le domaine de l'assistance technique et financière bilatérale et de la coopération technique orientée vers la formation et la mise à niveau des secteurs productifs.

Un Symposium sur l'offre marocaine en matière d'investissements et des chantiers de réforme a été organisé au Maroc au cours de l'année 2018. Ce forum économique maroco-coréen est apparu comme une opportunité pour renforcer et élargir le partenariat entre les opérateurs économiques des deux pays. (66) Dans le domaine du tourisme, les deux pays ont pu organiser à Séoul un Road Show en 2018, sur l'offre touristique du Royaume, suivi d'une mission de prospection des tours opérateurs coréens au Maroc.

Les deux pays ont convenu aussi de développer des partenariats dans le domaine de l'enseignement à distance, du e-learning, de la recherche scientifique, de l'innovation et du transfert technologique. Un Centre KOPIA (67) a été ouvert au sein de l'Institut National de Recherche Agronomique au Maroc pour la promotion de la technologie dans le domaine agricole et l'amélioration qualitative et quantitative de la production agricole.

Six accords de coopération ont été signés par les deux pays (68) les engageant dans une variété de domaines. Parmi les conventions signées, on compte un accord sous forme d'échange de lettres concernant le projet d'établissement de la plateforme de recherche et de développement se rapportant aux bâtiments verts et aux réseaux intelligents "Green and Smart Building Park". Un mémorandum d'entente entre l'Agence Marocaine du Développement des Investissements (AMDIE) et l'Agence Coréenne de Promotion du Commerce et des Investissements (KOTRA), a été également signé par leurs directeurs généraux respectifs. Ce descriptif permet de se faire une idée

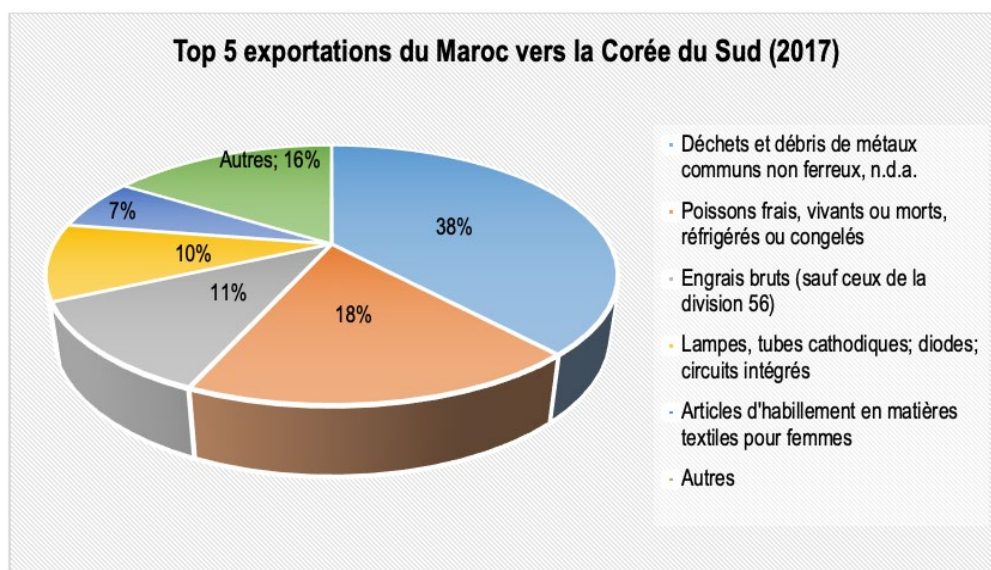
sur l'ampleur de la coopération maroco-sud-coréenne.

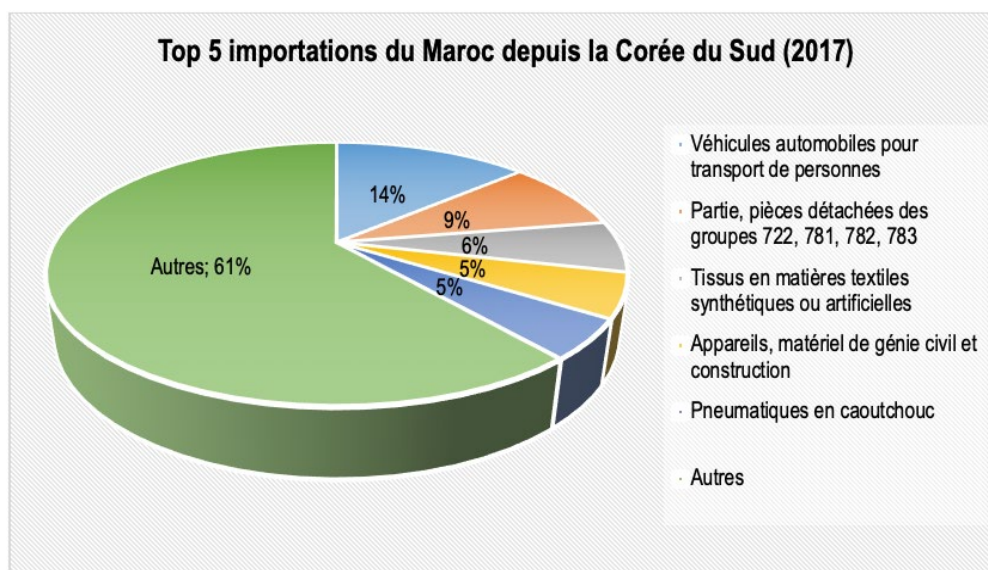
Plusieurs sociétés sud-coréennes investissent au Maroc, entre autres dans le domaine industriel, créant des opportunités d'emploi et d'échange d'expertises. Le gouvernement sud-coréen s'est engagé à encourager les sociétés de la Corée du Sud afin qu'elles continuent sur cette lancée. On sait que le secteur automobile sud-coréen investit plusieurs centaines de millions de dollars au Maroc.(69)

Le déploiement dans le royaume d'entreprises sud-coréennes, notamment celles spécialisées dans les équipements automobiles est actuellement un fait largement connu.(70) Notons l'ouverture à Meknès de la première usine d'une compagnie coréenne, Yura Corporation, fabriquant du câblage automobile et employant un millier de salariés marocains ; une deuxième usine appartenant à l'entreprise Daedong Systems a été construite à Tanger Automotive City pour la fabrication d'un autre type de câblage, et sa production a d'ores et déjà démarré; une troisième compagnie coréenne, Hands Corporation, a annoncé son installation à Tanger pour la production de jantes de voitures avec un investissement de quelques 350 millions de dollars américains, et une capacité de production annuelle de six millions de jantes en aluminium. L'objectif des responsables sud-coréens est manifestement de créer au Maroc un cluster d'entreprises coréennes produisant des pièces automobiles. Des auteurs pensent que ces initiatives peuvent être perçues parfois comme une manière de devancer la Chine, laquelle souhaiterait aussi faire du Maroc un hub continental pour nombre de ses entreprises.(71)

Un rapprochement de nature culturelle entre le Maroc et la Corée du Sud vient appuyer des relations politico-économiques significatives. En effet, la KOICA a investi 18,6 millions de \$ à travers le programme d'aide publique au développement des pays de l'OCDE, durant les 20 dernières années, en faveur du développement des ressources humaines au Maroc. En 2008, KOICA avait déjà établi le Centre maroco-coréen des TIC et de l'éducation.(72)

Notons également que les travaux de la 7ème Session de la Commission Mixte Maroc-Corée du Sud ont été couronnés par la signature, par les représentants des deux pays, du procès-verbal de cette Commission, ainsi que du Mémorandum d'Entente sur la coopération dans le domaine forestier. (73) Les deux parties réaffirment régulièrement la bonne qualité des relations politiques sur le plan bilatéral et l'ensemble des actions réalisées dans le cadre de partenariats techniques qu'elles considèrent comme réussis.





2. La Corée du Sud et l'Algérie

L'Algérie a établi des rapports avec la Corée du Sud tout en développant des relations complexes avec la Corée du Nord. Ses relations avec Pyongyang paraissent solides et marquées d'un certain symbolisme. La Corée du Nord fut ainsi le premier État non africain à reconnaître le gouvernement provisoire en 1958. La participation de la Corée du Nord au mouvement des non-alignés offrit l'occasion à Kim Il-sung d'apporter son soutien aux mouvements de libération, du FLN, puis plus tard à l'OLP. En mars 1976, le régime nord-coréen reconnut la prétendue République arabe sahraouie (RASD), peu après la proclamation de celle-ci.(74) En avril 2017, à l'occasion de la visite du vice-ministre nord-coréen des Affaires étrangères a été réaffirmée l'entente de la Corée du Nord avec l'Algérie. La coopération entre les deux pays s'est notamment concrétisée à travers la signature d'un programme d'échanges entre les universités Kim-Il-sung, à Pyongyang, et El-Djazaïr-1, à Alger. Cependant la presse a fait état de pressions américaines sur Alger pour endiguer ces liens.

Les responsables de la Corée du Sud et de l'Algérie ne cessent d'appeler à élever la coopération au niveau du partenariat stratégique scellé entre les deux pays en 2006.(75) L'Algérie se présente comme le seul pays d'Afrique avec lequel la république de Corée a signé un accord de partenariat stratégique. Des observateurs remarquent cependant que l'accord a été conclu sans que les deux pays aient suffisamment échangé pour donner consistance et sens à leur partenariat stratégique. Il est encore de nombreux secteurs où les deux pays souhaitent coopérer, proposant à cet égard le renforcement des relations bilatérales dans l'industrie manufacturière, industrie qui avait permis à la Corée du Sud de sortir du sous-développement. Des travaux de prospection sont menés par les deux parties sous forme de séminaires ou de colloques tenus dans le cadre universitaire. Les thèmes retenus dans cette perspective se rapportent souvent au management, à l'entrepreneuriat, à la formation, à la culture, à l'économie, à l'histoire et aux questions socioculturelles. Experts algériens et sud-coréens ont planifié d'analyser les travaux de chercheurs de différentes universités algériennes sur des thématiques variées comme par exemple "Algérie - Corée du Sud, société, développement et modernité : Approches comparatives".(76) Les sociétés coréennes s'attachaient avant toute chose, durant de longues années, à conclure des contrats de réalisation dans différents domaines. La conclusion de partenariats industriels n'a eu lieu qu'au cours des dernières années. Ils avaient concerné, dans un premier temps, le domaine électronique avant de s'élargir actuellement au domaine de l'industrie automobile.(77)

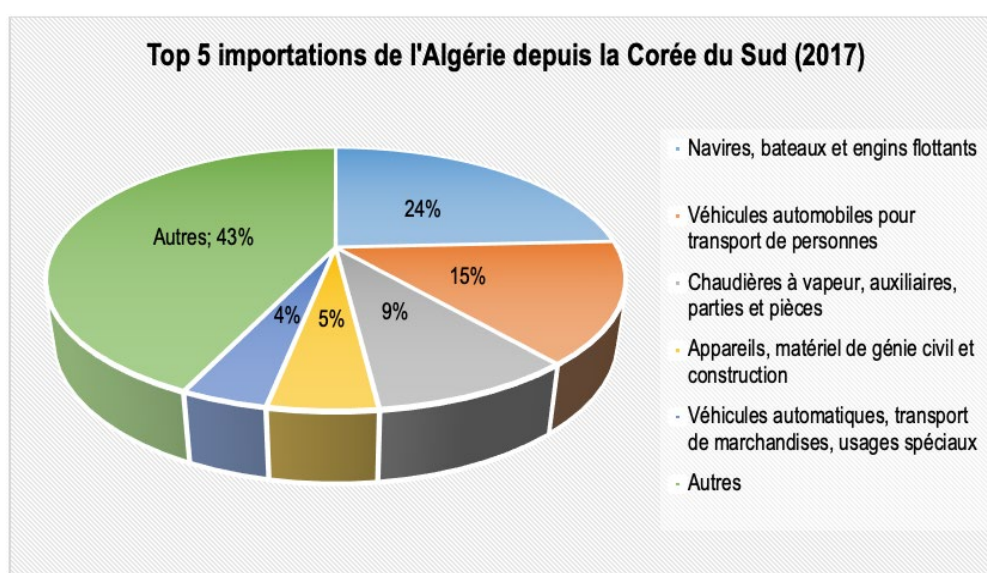
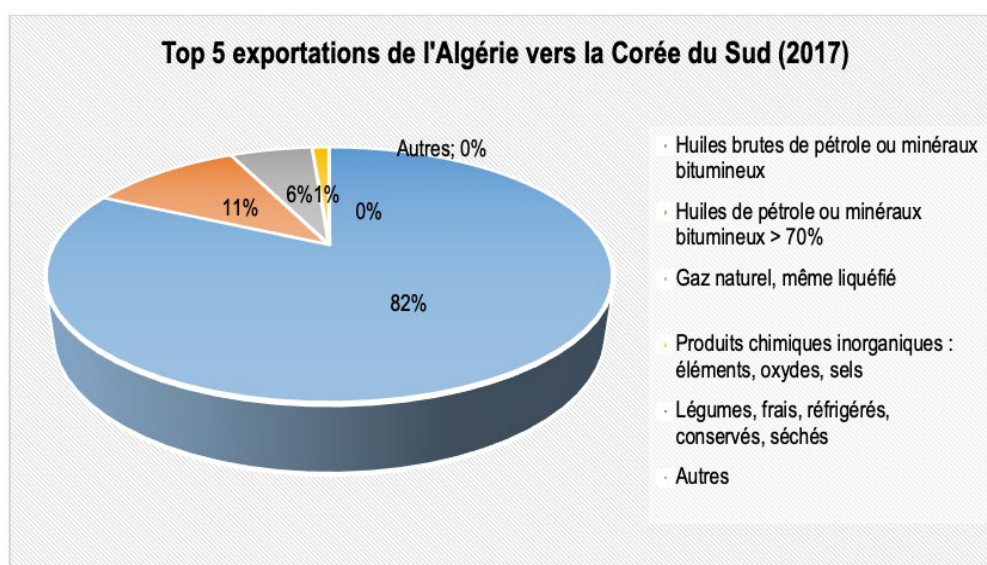
Comme les autres pays maghrébins, le gouvernement algérien développe un discours de séduction vis-à-vis de la Corée du Sud. Il convie les investisseurs sud-coréens à investir davantage dans le pays, présentant le marché algérien comme protégé ainsi que cela semble être le cas actuellement pour les industries de l'électroménager et de l'automobile, à titre d'exemple.

Selon les dires des responsables algériens, leur pays accorderait de nombreux avantages aux sociétés étrangères souhaitant y investir dans le cadre du partenariat. Pour cela, l'Algérie met en avant la qualité de ses infrastructures, un cadre juridique relatif aux investissements, qui offre des avantages importants, dont l'exonération fiscale sur une longue durée, et l'exonération de taxes douanières lorsqu'il s'agit de projets d'investissements dans le cadre du partenariat. De plus, le coût de l'énergie est bas et le foncier est disponible et mis à la disposition des investisseurs sous forme de concessions à un prix insignifiant. L'Algérie met en avant le fait qu'elle dispose aussi d'une main-d'œuvre qualifiée et compétitive.

En Algérie, l'Agence Coréenne avait attribué 13 millions de \$ pour appuyer plusieurs projets de développement, dont celui d'une joint-venture créée pour la construction de véhicules utilitaires, l'usine devait entrer en activité vers la fin de l'année 2019.(78) A noter également la signature d'un pacte d'association entre l'entreprise algérienne privée Global Group et le groupe sud-coréen Hyundai Motor Company pour la réalisation d'une usine de construction de camions et de bus à Batna.(79)

Les deux pays ont solennellement proclamé leur volonté d'intensifier leur coopération, entre autres dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, des énergies renouvelables, les domaines de l'agriculture, le transport et l'administration. Ils entendent élargir le partenariat algéro-sud-coréen à d'autres domaines comme les installations industrielles, telles les centrales thermiques, les raffineries et les installations environnementales pour le traitement de l'eau et des déchets. La conclusion entre les deux pays d'accords de coopération dans les domaines de l'environnement, des douanes, et dans le domaine aérospatial témoigne du souhait d'élargissement du champ de leurs relations.(80)

Par ailleurs, la Corée du Sud s'est engagée à aider l'Algérie à relancer sa politique forestière en récupérant ses forêts et en élargissant sa superficie forestière. Le service sud-coréen des forêts (KFS) et le ministère algérien de l'agriculture et du développement durable ont mis en place le premier comité de coopération forestière entre l'Algérie et son partenaire sud-coréen, chargé de discuter de la restauration et l'extension des parcs et des forêts en Algérie.(81) Par ce fait, Alger intègre le projet de reboisement mondial initié par le KFS en août 2012 et se propose dans une première étape de faire appel à l'expérience et à la technologie de la Corée du Sud « pour moderniser le parc d'attraction de Ben Aknoun, récupérer les forêts dénudées du pays, mener des recherches conjointes sur la préservation des plantes sauvages et des graines, et partager les expériences et la technologie dans la gestion des feux de forêt ». (82) La Corée du Sud a demandé à l'Algérie d'autoriser ses entreprises « à prendre » le marché de la modernisation du parc susmentionné.(83) L'Algérie a demandé, de son côté, à la Corée du Sud, de soutenir la culture d'une forêt de chêne-liège qui s'étale sur 300.000 hectares dans la région du nord, ainsi que la ceinture végétale située dans les régions semi-désertiques. Des experts de la KFS, déjà présente dans de nombreux pays dans le monde, pourraient tenter de « préserver les plantes indigènes, prévenir contre les incendies de forêt et planter de nouvelles plantes».(84) En octobre 2012, le KFS (le Service forestier coréen) et le ministère de l'Agriculture et du Développement rural avaient signé un protocole d'accord pour partager l'expérience sud-coréenne en matière de gestion des forêts, ainsi que pour la restauration des dommages causés à la couverture verte du pays. Le KFS a signé un projet de coopération avec l'organisation onusienne pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), afin de faire face à la désertification en Afrique.(85)



3. La Corée du Sud et la Tunisie

La Tunisie semble être perçue par la Corée du Sud comme un allié sûr, jugeant sa démarche cohérente sur la scène internationale. Les relations diplomatiques entre les deux pays se développent depuis 1969. La perception semble être devenue encore plus positive après le printemps arabe. Pourtant, l'autoritarisme tunisien antérieur au printemps arabe présentait lui aussi la réussite économique de la Corée du Sud comme le modèle auquel il aspirait et ne cessait d'affiner sa rhétorique, en s'appuyant sur son exemple, une rhétorique selon laquelle le développement économique précède et fonde la démocratisation. L'expérience sud-coréenne montrerait que la démocratie n'est réellement possible qu'après le développement. Après le printemps arabe, nombre d'acteurs politiques tunisiens affirment vouloir partager l'expérience politique de la Corée du Sud à partir de son versant démocratique afin de promouvoir un gouvernement juste et transparent.⁽⁸⁶⁾ Dans ce sens, outre les éléments de consolidation de la démocratie en général, la Tunisie entendait s'inspirer de divers aspects de la vie politique sud-coréenne, notamment sa lutte contre la corruption.⁽⁸⁷⁾

La Tunisie considère que ses ressources sont plus limitées que celles des pays voisins. Sa stratégie de développement national a par conséquent choisi de parier sur l'investissement dans l'éducation, le commerce et les ressources humaines, en considérant la Corée du Sud comme un modèle.

La volonté de développer les activités et de diversifier les différents domaines des échanges commerciaux est rappelée à chaque occasion. Au cours des cinq dernières décennies, une variété de mécanismes de coopération a été mise en place, notamment dans les domaines de la culture, de la science et de la technologie.

Comme mentionné précédemment pour les trois pays du Maghreb central, la Tunisie se présente dans la position qu'elle juge « exceptionnelle » de hub entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient dont « le Pays du matin calme » et ses entreprises devraient profiter pour rayonner économiquement dans ces trois régions.(88) Le vœu de faire de la Tunisie une plateforme régionale de production et d'exportation des produits coréens vers les pays européens, méditerranéens et subsahariens accompagne souvent le discours des responsables tunisiens à propos du champ plausible de coopération avec la Corée du Sud.(89) L'accord d'association entre la Tunisie et l'Union européenne représenterait une opportunité pour développer davantage les relations commerciales du pays.(90) Les potentialités de développement des relations tuniso-sud-coréennes sont rappelées par les responsables tunisiens à chaque occasion. Les invitations faites aux hommes d'affaires coréens pour investir en Tunisie sont régulières. Les appels à bénéficier des avantages fiscaux promus par la loi de l'investissement sont fréquents et régulièrement réitérés et rappellent d'ailleurs ceux formulés par l'Algérie et le Maroc. La volonté de l'Etat tunisien de favoriser l'ouverture du marché tunisien des affaires aux opérateurs coréens et autres est aussi souvent explicitement soulignée. Les entreprises nationales sont appelées à consolider les partenariats avec leurs homologues coréennes et à identifier les possibilités d'investissements communs permettant de contribuer à réduire le déficit commercial de la Tunisie avec la Corée du Sud.(91)

De leur côté, les responsables sud-coréens insistent sur la volonté de leur pays de développer des relations bilatérales avec la Tunisie dans les domaines des infrastructures, des énergies renouvelables et de mise en place des PME.(92) Les entreprises tunisiennes ont été appelées à tirer profit des rencontres officielles dans la perspective de mettre en place un plan d'action afin de renforcer les relations économiques tuniso-coréennes.

Il a été déjà relevé que le même discours sud-coréen de séduction est développé ailleurs, vis-à-vis des autres partenaires maghrébins, faisant valoir les réformes économiques lancées par les gouvernements respectifs en vue de renforcer l'investissement étranger, de simplifier et de réduire les obstacles administratifs, en insistant sur les bons indicateurs des pays respectifs dans les domaines économiques. La Tunisie met en avant l'expertise et les ressources humaines qualifiées dont elle dispose. Le pays cherchait constamment à conclure un accord commercial préférentiel avec la Corée du Sud pour la commercialisation de certains produits.(93)

Les projets déjà en cours semblent significatifs par eux-mêmes. Le Premier ministre coréen a mis l'accent sur l'importance de l'objectif de développer les TIC en Tunisie, et a annoncé le lancement en juillet 2018 du projet pilote d'utilisation de drones pour améliorer la gestion des projets de développement dans le secteur agricole. Ce projet pilote qui devait arriver à terme en avril 2019, se concentre sur les opérations agricoles dans le gouvernorat de Sidi Bouzid.(94) Il vise la collecte, via des drones, des informations relatives au secteur agricole pour notamment rendre plus performant le pilotage et le suivi des périmètres irrigués, le développement agricole et rural intégré, la gestion des ressources en eau, le suivi des nappes, la gestion des ressources naturelles (foncier, couvert végétal, exploitation des terrains agricoles...), des effets des changements climatiques, de la dégradation des terres, de la biodiversité, du taux de remplissage et d'envasement des barrages et le suivi des saisons agricoles et de la production agricole.

Par ailleurs, une étude de faisabilité des centrales photovoltaïques dans le sud a été lancée. Un projet de mise en place du système "e-people" pour stimuler la participation civile et la lutte contre la corruption (2015-2018) a été initié.

La tenue d'un Forum économique tuniso-coréen avait pour objectif de mettre en œuvre les recommandations de la Commission mixte tuniso-sud-coréenne réunie en avril 2018 à Séoul.⁽⁹⁵⁾ Les exportations (155 millions de dollars) et les importations de la Tunisie (61 millions de dollars) en 2018 paraissent bien modestes, alors que le volume commercial quotidien de la Corée du Sud s'élève à 500 millions de dollars. La chambre de commerce tunisienne affirme chercher à ce que le pays serve de porte d'entrée vers de nouveaux marchés régionaux pour les quelques trois millions de PME coréennes.

Les Sud-Coréens affirment n'avoir d'autre objectif que d'accroître les exportations. Ils soutiennent s'inscrire dans une vaste vision d'aide au développement. Ces PME sont visées dans plusieurs secteurs pour jouer un rôle « via le partenaire tunisien : le secteur des technologies de l'information, le domaine agricole, la digitalisation du secteur public, la cartographie agricole et urbaine du pays afin d'aider le gouvernement à améliorer la gestion des taxes et, enfin, le secteur agro-alimentaire. ⁽⁹⁶⁾ Sur ce dernier secteur, des projets de collaboration sont à l'étude, par exemple pour un meilleur emballage des dattes et de l'huile d'olive tunisiennes afin de les rendre plus attrayantes pour les consommateurs sud-coréens. Les deux parties restent convaincues que les produits tunisiens peuvent être davantage exportés vers la Corée du Sud, à l'instar des produits agricoles, à titre principal l'huile d'olive, les dattes et les agrumes et aussi les composants automobiles. La Corée du Sud se présente comme un partenaire solide dans les grands projets que la Tunisie entend concevoir et accomplir, notamment dans le domaine portuaire, les réseaux routiers et des chemins de fer, les énergies renouvelables et la digitalisation, en raison de l'expérience des entreprises coréennes dans ces domaines. En marge du Forum économique tuniso-coréen, trois memoranda d'entente avaient été finalisés pour raffermir le partenariat entre les deux pays. Le premier a été conclu entre le Centre tunisien de Promotion des Exportations et l'Agence Coréenne de Promotion du Commerce et de l'Investissement (Kotra). Le deuxième l'a été entre l'Instance Tunisienne de l'Investissement (TTA) et Kotra. Le troisième a été passé entre la Haute instance de la Commande Publique (Haicop) et la Koika. Ces memoranda visaient à encourager le rapprochement entre les différents organismes et à mettre en place le système de passation de marché « Tuneps », avec l'assistance de l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (Koika). L'ensemble vise à exploiter le potentiel de croissance existant entre les deux pays.

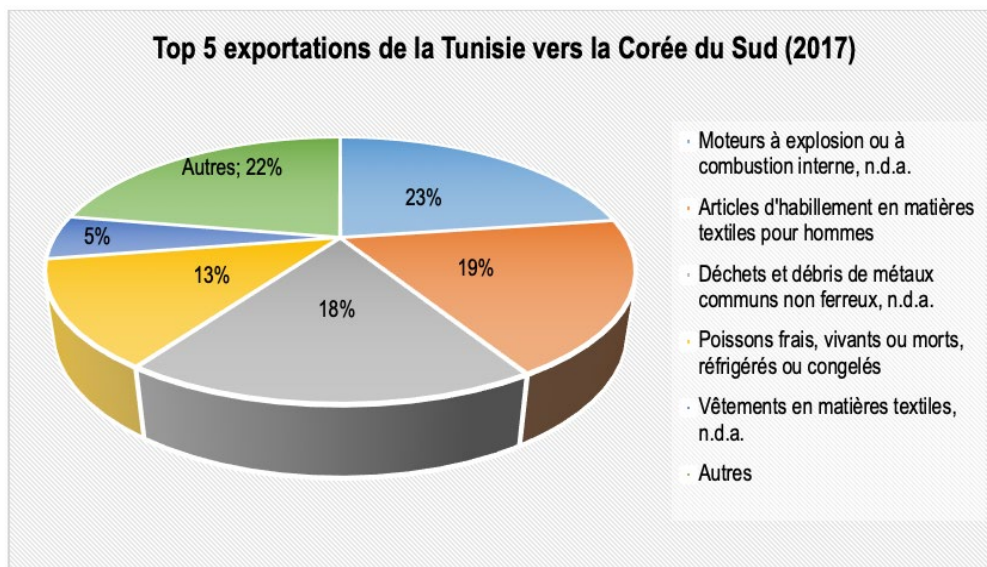
L'objectif recherché est de développer les échanges commerciaux ne dépassant pas les 600 MDT, avec un déséquilibre de la balance commerciale favorable à la Corée du Sud. De même, le niveau de l'investissement en Tunisie reste à peine au niveau de 50 MDT.

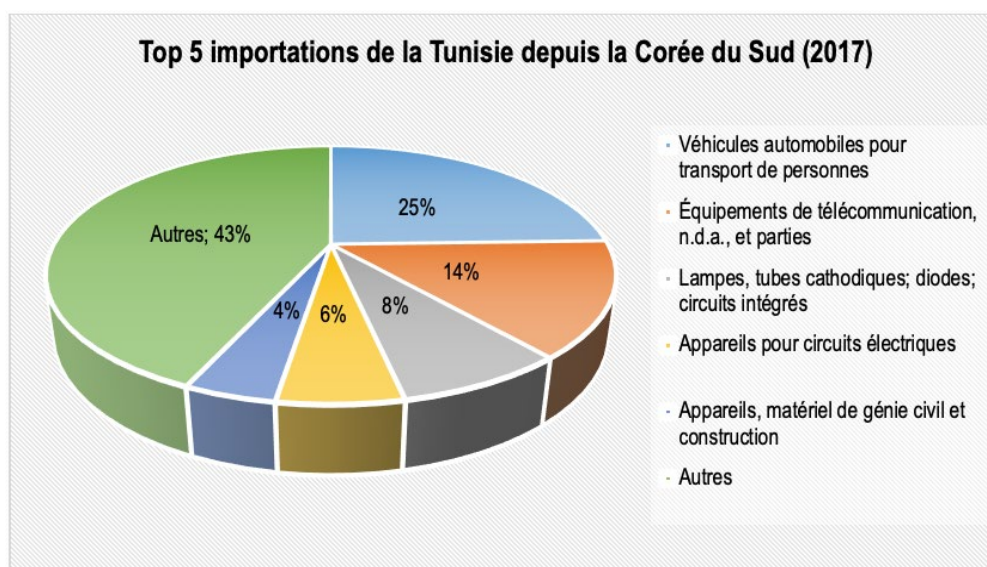
La perception des produits sud-coréens semble positive à l'échelle internationale et, en Tunisie, la Corée du Sud est connue pour son savoir-faire dans divers domaines comme les technologies de l'information et de la communication, les industries mécaniques et électriques et l'intelligence artificielle. Les acteurs économiques entendent améliorer les relations économiques et commerciales, sachant que la moyenne du chiffre d'affaires réalisé ces dernières années entre les deux pays ne dépasse pas les 250 millions de dollars.⁽⁹⁷⁾ Les officiels tunisiens abondent dans le sens de la nécessité de diversifier les partenariats économiques. Dans cette perspective, la Corée du Sud est importante, d'autant plus que celle-ci constitue le modèle par excellence de réussite économique. Lors des rencontres tuniso-sud-coréennes est régulièrement affirmée la nécessité de mobiliser davantage le secteur privé pour identifier les opportunités d'affaires.⁽⁹⁸⁾ Les activités dans les domaines de la haute technologie, les PME, la formation linguistique, le tourisme et l'informatique nourrissent et constituent les bases naturelles pour l'expansion des relations bilatérales.⁽⁹⁹⁾

D'autre part, dans le domaine culturel, un véritable « boom » de la vague coréenne (« Hallyu » en coréen) s'est produit. Des clubs tunisiens amateurs de K-Pop ont été formés en grand nombre.(100) Dans le feu des actions de coopération, outre la conclusion avec la Corée du Sud d'un accord commercial préférentiel(101), faire de la Tunisie une plateforme de production et d'exportation de la Corée du Sud dans la région, un « hub d'exception » pour la Corée du Sud(102) paraît aussi une préoccupation centrale. Sud-Coréens et Tunisiens essaient de délimiter plusieurs domaines à exploiter. Les TIC pour le renforcement de la transparence et l'efficacité de l'administration tunisienne occupent une bonne place dans ces préoccupations.

Le Forum a été l'occasion de donner une base plus solide à une coopération bilatérale et d'échange des informations entre les deux parties afin de faciliter les déplacements des investisseurs coréens en Tunisie et des investisseurs tunisiens en Corée du Sud.(103) A l'issue du forum, la Tunisie et la Corée du Sud ont décidé de créer une chambre mixte de commerce avec pour objectif de fonder une plateforme d'échange entre les deux pays.

Des actions de formation devaient être planifiées en Corée du Sud pour s'inspirer de l'expérience de ce pays.(104) Les Sud-Coréens sont aussi perçus en Tunisie, comme il a été vu pour le Maroc, comme une cible à conquérir pour le secteur touristique. Cette plateforme d'échange doit permettre d'ouvrir la Tunisie à d'autres marchés.(105) Les données statistiques officielles sur le nombre de touristes sud-coréens en Tunisie sont rares et relativement partielles, ce qui montre que le domaine est encore à développer.(106)

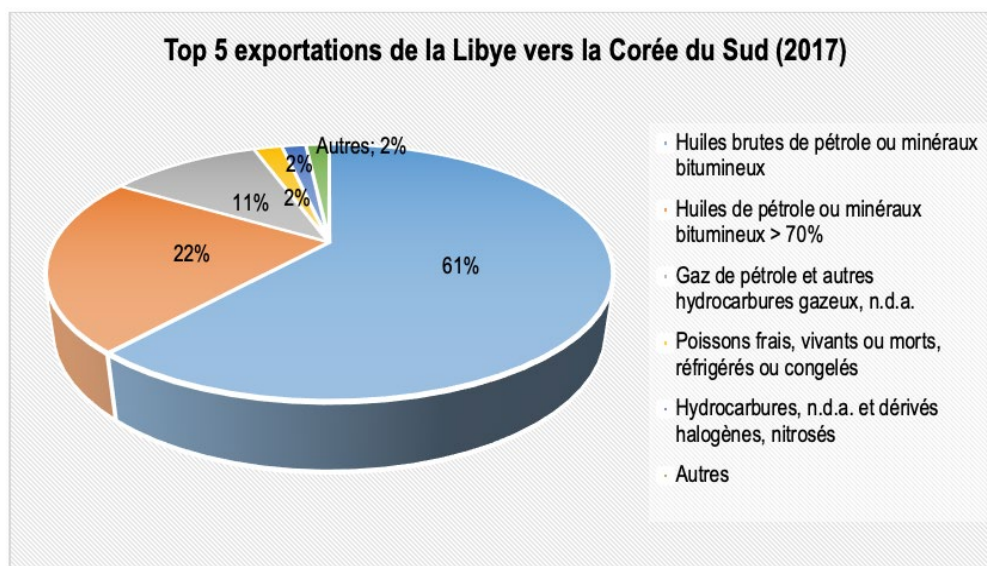


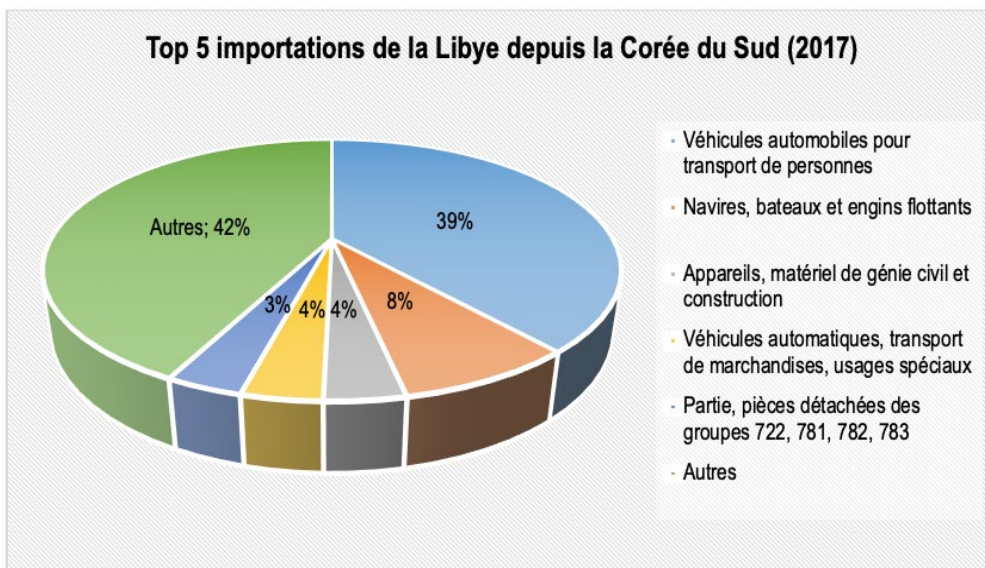


Comme rappelé dans les cas de la Libye et de la Mauritanie, les relations des Etats du Maghreb avec la Corée du Sud ne peuvent être étudiées en dehors de leurs rapports respectifs avec la Corée du Nord. Incontestablement, il existe des interférences dans les relations de la Mauritanie et de la Libye avec la Corée du Sud avec celles qu'entretiennent les deux pays avec la Corée du Nord.

4. La Corée du Sud et la Libye

Corée du Sud-Libye





La Corée du Sud a établi des relations diplomatiques avec la Jamahiriya dès 1974. Depuis cette date et jusqu'en 2011, les relations entre les deux États sont marquées par une entente cordiale. (107) Mais la Libye a aussi entretenu des relations consistantes avec la Corée du Nord.

On sait que des travailleurs nord-coréens étaient présents dans le pays. La Corée du Nord a été l'un des fournisseurs d'armes les plus importants de la Libye au même titre que l'URSS. Les exportations nord-coréennes vers la Libye comprenaient du matériel militaire tel que des Scud-C d'une portée de 550 km. Le gouvernement libyen souhaitait par ailleurs acquérir des missiles balistiques à moyenne portée Rodong-1 et même des missiles à longue portée auprès de la Corée du Nord du fait de l'embargo sur les armes imposé par l'ONU, afin de les utiliser contre d'éventuelles cibles américaines et de l'OTAN en cas de menaces occidentales.(108) En 2004, sous la pression américaine, le chef de l'Etat de l'époque (Mouammar Kadhafi) avait décidé de mettre un terme à toute relation avec la Corée du Nord, décision qui ne semble pas faire partie de l'agenda du gouvernement actuel.

En 2011, alors que la guerre civile libyenne battait son plein, des armes conventionnelles nord-coréennes sont retrouvées par les rebelles du Conseil National de Transition, dont des roquettes, des canons anti-aériens et des mines anti-personnel. Face aux interventions extérieures, le 24 mars 2011, le gouvernement nord-coréen avait affirmé dans une déclaration officielle que la Libye « ... aurait dû conserver son programme nucléaire ».(109)

La RPDC (République populaire démocratique de Corée) n'a pas reconnu l'autorité des rebelles et étrangement a interdit à ses ressortissants travaillant en Libye (environ 200) de rentrer au pays. A ce propos, l'hypothèse d'une probable crainte de la part de Pyongyang d'une contagion possible de la révolte populaire a été émise par des observateurs occidentaux. A contre-courant de la résolution 2270 des Nations unies de mars 2016, Tripoli et Pyongyang ont réaffirmé leur projet de coopération dans des domaines techniques liés à la défense (information, communication), marquant le nouveau départ de leurs relations, pendant longtemps florissantes notamment en matière balistique et nucléaire.

La coopération entre la Corée du Sud et la Libye remonte à la grande période du khaddafisme, en particulier la participation à la réalisation du projet du Grand fleuve artificiel. Les Sud-Coréens participèrent également à plusieurs autres grands projets de Génie civil, dont des centrales de production d'électricité, du bâtiment de l'hôtellerie, de l'infrastructure de base, de la promotion

des ressources naturelles, de l'industrie et de l'environnement. Aujourd'hui, entre Sud-Coréens et Libyens la coopération ne semble guère faiblir. Leur coopération a plusieurs facettes. Ainsi, à titre d'exemple, la Corée du Sud a installé un centre de formation professionnelle dans la capitale libyenne, structure qui compte des déclinaisons dans différentes municipalités de la Libye. Ce Centre a pour objectif de dispenser une formation professionnelle sur les métiers du Bâtiment et du Génie civil et se charge de relever le niveau des formateurs par l'organisation de sessions intensives en la matière. Laquelle formation se base sur trois spécialités, à savoir la soudure et la sidérurgie, l'électricité et le bâtiment.(110)

Lors de son passage en Tunisie, le vice-président de l'Assemblée nationale de la Corée du Sud, Lee Ju Young, a indiqué avoir examiné avec le ministre tunisien des Affaires étrangères les voies de coopération entre Séoul et Tunis pour la reconstruction de la Libye. Il a affirmé avoir étudié les moyens de tisser des relations de coopération commune avec les pays africains et européens.(111) La Corée du Sud n'a cessé depuis le début du conflit libyen de réitérer sa volonté d'investir dans ce pays et d'aider les Libyens à reconstruire et à développer leur pays.(112)

5. La Corée du Sud et la Mauritanie

La Corée du Sud a établi des relations avec la Mauritanie au début des années 60, lesquelles furent interrompues à la suite de l'établissement de relations diplomatiques entre la Mauritanie avec la Corée du Nord.

Ainsi, malgré la position pro-occidentale de la Mauritanie au cours de la guerre froide, le pays a établi des relations diplomatiques avec la RPDC dès le 11 novembre 1964, ce qui a incité Séoul à rompre ses relations avec Nouakchott. Curieusement, ces relations furent lentes à se normaliser.

En 1967, le président mauritanien Mokhtar Ould Daddah a effectué une visite d'Etat à Pyongyang. En 1970, des officiels nord-coréens ont visité la Mauritanie pour développer les relations entre les deux pays. Le 30 mai 1975, Kim Il-sung a effectué une visite d'Etat en Mauritanie, conjointement à une visite en Algérie au cours du même voyage, l'occasion unique où le dirigeant nord-coréen a visité un pays en dehors du bloc de l'Est ou des pays d'Asie.(113) Au cours des années 1970 et début des années 1980, les relations entre Nouakchott et Pyongyang semblent avoir connu des moments de tension en raison de l'appui nord-coréen au Front Polisario. En juin 1977, les relations diplomatiques entre les deux pays ont même été rompues, et sont restées telles pendant quelque temps.

Aussi on ne peut en conclure que les relations entre la Libye et la Mauritanie avec la Corée du Sud soient centrales dans le tissu des accords de coopération dans le Maghreb.

Quelques conclusions

1. Les relations de la Corée du Sud avec les pays du Maghreb présentent des points communs avec celles entretenues avec cette même région maghrébine par d'autres puissances (la Russie ; l'Inde ; le Japon et l'Union européenne), examinées dans des publications précédentes (voir www.policycenter.ma): toutes semblent chercher plusieurs objectifs à la fois (l'expansion économique, des partenariats plus ou moins stratégiques dans la coopération au développement, élargissement de leur déploiement géostratégique à l'échelle planétaire...), lesquels objectifs se recoupent.

Chacune des puissances développe ses relations avec la région maghrébine dans un contexte particulier : la Russie avec son héritage soviétique d'ancienne puissance de l'ère bipolaire et ses projets de retrouver une place dans le monde ; l'Inde et son investissement des cercles de puissance potentiels ; le Japon et sa résilience face aux crises et aux concurrences dans un monde en constante mutation. La Corée du Sud, forte de ce qu'elle a accumulé au fil des ans, tente de consolider sa place dans le monde.

2. Les rapports de la Corée du Sud avec la région s'intègrent dans une tentative de couverture géostratégique planétaire. Une puissance de cette nature pense déterminant d'être présente dans une région aussi sensible que l'Afrique du Nord, par la voie à la fois bilatérale en termes de relations d'Etat à Etat sans négliger la société civile, par celle des relations avec le monde arabe et aussi celle de l'Afrique. Il est important d'être de ce côté-ci de la planète, mais il n'existe pas d'ensemble régional maghrébin qui fonctionne. Il s'agit d'une zone géographique à potentiel économique non négligeable. Il est significatif que la même argumentation soit développée par les trois pays du Maghreb central. Tous soulignent leurs atouts en termes de proximité à l'Europe et les rapports de chacun avec celle-ci, hub de l'Afrique, le positionnement méditerranéen, la place dans le monde arabe...
3. Chacun des pays du Maghreb traîne son lot d'atouts mais aussi de limites, à travers coopération et conflictualité: l'Algérie essaie toujours de rattraper le temps perdu du fait de « sa décennie noire », et la Libye tente, de son côté, de rattraper la période de sa mise en quarantaine internationale sous l'ancien régime et de sortir de sa crise post-printemps arabe. La Tunisie essaie de retrouver de nouveaux équilibres après la révolution du jasmin.

La région semble marquée par des doses non négligeables de conflictualité. La guerre civile libyenne et les interférences étrangères, la situation non encore stabilisée de la Tunisie, les secousses de l'Etat et de la société en Algérie, les mutations politiques et sociales qui agitent le Maroc et le conflit toujours ouvert autour du Sahara marocain.

Le Maghreb est toujours marqué par une absence d'indices allant dans le sens d'une intégration régionale en bonne et due forme. Sans doute, des éléments d'une conscience régionale subsistent encore: héritage des périodes héroïques aujourd'hui lointaines des mouvements nationaux respectifs, véhiculé par des éléments des intelligentsia maghrébines et certaines fractions de la population (jeunesses, intellectuels, résidus des mouvements de résistance...).

4. Du côté des pays maghrébins, les relations avec des puissances outre qu'occidentales constituent des opportunités qu'il importe d'investir. Les rapports avec les grands acteurs s'intègrent dans une course où l'essentiel est de ne pas laisser les autres en recueillir seuls les bénéfices. Cependant la perspective d'intégration régionale ne constitue pas pour l'heure une priorité pour les Etats de la région. D'où la démarche des grands partenaires de

ces pays leur adressant les mêmes discours, les mêmes louanges, y recherchant les mêmes intérêts, leur reconnaissant à tous les mêmes qualités. Cela flatte les égos des stratégies limitées des Etats maghrébins comme s'ils rivalisaient pour savoir qui était le plus apprécié.

Les Etats maghrébins semblent se complaire dans cette vision de morcellement, de projets plus ou moins limités, de coopération sectorielle ou sous-sectorielle. Les bilans sont modestes, et les calculs réduits.

5. Cependant partout le modèle sud-coréen est le plus souvent invoqué. Chacun y trouve son compte, parfois en réécrivant l'histoire. Cela se comprend en ce sens que peu d'Etats pourraient oser se comparer à la Russie, à l'Inde, au Japon en termes d'histoire, de poids géostratégique, de performances économiques, sociales, culturelles. Pour le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, il était jusqu'à peu, plus simple à leur niveau d'invoquer l'exemple de la Corée du Sud, en dépit de la complexité de la trajectoire de celle-ci...

NOTES

(1) Au début des années 1960, le PIB/habitant annuel de la Corée du Sud était de 988 dollars alors que ceux de l'Algérie et du Maroc dépassaient les 1000 dollars. En 1960, la situation économique du Maroc présentait de nombreuses similitudes avec celle de la Corée du Sud : entre autres éléments significatifs le PIB était respectivement de l'ordre de 2,037 et 3,892 milliards de dollars. En 1980, l'Algérie avait le plus important produit national par tête (2251 dollars), devant la Corée (1 704 dollars), la Tunisie (1 354 dollars) et le Maroc (1 075 dollars). En 2008, la Corée – qui est passée en tête dès 1990 – est à 17 591 dollars par habitant (environ 12 000 euros à l'époque), l'Algérie à 4 900 dollars, la Tunisie à 3 966 dollars et le Maroc à 2 673 dollars.

(2) Les effets sur la Corée du Sud du choc pétrolier de 1979, de la dette asiatique de 1997, des subprimes de 2008, du surinvestissement dans les industries lourdes au cours des années soixante-dix, attestent de la forte dépendance technologique à l'égard du Japon et des États-Unis. En même temps, les chocs pétroliers ont révélé l'aptitude des entreprises coréennes à saisir les opportunités et à en bénéficier: par exemple, son secteur de la construction conquiert des marchés significatifs au Proche-Orient.

(3) Celui de l'Algérie « pétrolière » était de 6 616 dollars et celui du Maroc de 2 528 dollars.

(4) Ceux de l'Algérie et du Maroc se situaient respectivement à 15 075 dollars et 7 838 dollars.

(5) Avec 1 422 milliards de dollars de PIB, le pays est devenu en 2016 la onzième puissance économique mondiale derrière le Canada, et la quatrième puissance régionale en Asie, derrière la Chine, le Japon et l'Inde. En termes de développement humain, le pays est au 18e rang, juste derrière le Japon et devant la France. La production manufacturière de la Corée du Sud représente 2,8 % de la production manufacturière mondiale, derrière les États-Unis (17,7 %), la Chine (17,6 %), le Japon (10,6 %) et l'Allemagne (6,1 %), mais devant la France (2,5 %). Le pays est le sixième exportateur mondial avec des exportations qui représentent 42 % de son PIB. Ses réserves de change le situent au 8e rang mondial. Parmi ces exportations : équipements électriques-électroniques 24 %, chimie-pétrochimie-hydrocarbures 24 %, transport 20 %, machines et produits métallurgiques 19 %, optique et instruments de mesure 6 %, textiles 4 % et agro-alimentaire 1 %.

(6) Samsung, LG, Hyundai, Posco (sidérurgie) et bien d'autres peuvent être citées. L'ensemble du groupe Samsung représente 20 % du PIB sud-coréen. Parmi elles, Samsung Electronics prend la première place du secteur des téléviseurs, écrans d'affichage, produits électroménagers et semi-conducteurs devant sa concurrente locale, LG Electronics. De son côté, le groupe Hyundai se montre ambitieux. Dans la construction navale, Hyundai Heavy Industries mène la danse avec 51,9 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Dans l'automobile, Hyundai Motor et Kia Motors, appartenant au même groupe, occupent le dixième rang, avec une cinquième place en nombre de voitures vendues. Concernant les pièces détachées automobiles, Hyundai Mobis est sixième.

(7) Aujourd'hui, pour une population active de 25 millions de personnes sur 50 millions d'habitants, soit un actif sur deux, le taux de chômage est de 3,7 % de la population active.

(8) De son côté, le SMIC horaire a été augmenté de 16,6 % par le nouveau président de la République Moon Jae-In élu en mai 2017. Actuellement de 5,80 euros, le SMIC horaire devrait atteindre 10 000 wons, l'équivalent de 7,70 euros. Le SMIC horaire devrait même rattraper celui des grands pays d'Europe en 2030.

(9) A cette fin, l'État s'est doté de l'Economic Planning Board (EPB, ministère du Plan), administration économique forte, compétente, professionnelle et indépendante du pouvoir politique et des lobbies économiques privés.

(10) Il s'agit de ces énormes conglomérats calqués sur les Zaï batsus japonais d'avant-guerre : Daewoo, Samsung, Hyundai et Lucky-Goldstar...

(11) La durée légale du travail était longue, la grève interdite et les syndicats réprimés.

(12) 97 % des enfants sont aujourd'hui scolarisés, et huit écoliers sur dix poursuivent des études universitaires. Les universités coréennes sont parmi les plus performantes au monde.

(13) Les dépenses en recherche et développement représentent 4,2 % du PIB.

(14) Arnaud Levreau, Géopolitique de la Corée du Sud. Une puissance paradoxale. Collection géopolitiques, Argos, Paris, 2014, 140 pages. Christian Milelli, La CDS nouveau modèle de « la nouvelle économie ». Les études du Ceri, science politique, n°98 septembre 2003.

(15) À Séoul, comme à Busan, les gratte-ciel semblent mener une course vers le ciel sud-coréen. Cette situation résume bien l'évolution de ce dragon asiatique devenu, en un demi-siècle, la 12ème puissance économique mondiale et la 4ème asiatique. Au-delà de l'image du développement que peut refléter l'aspect architectural, on réalise que la Corée du Sud vit au niveau des centres urbains comme le quartier commerçant Myeong-Dong et celui de Gangnam au rythme d'une mouvance artistique et touristique à travers l'épanouissement de sa société et l'exportation des différentes vagues culturelles activées par l'évolution économique et technologique du pays.

(16) Le succès de la vague sud-coréenne "Hallyu" en Afrique en témoigne.

(17) Politique et religion en Corée du Sud-Persée [https://www.persee.fr › doc › receo_0338-0599_2001_nu](https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2001_nu).

(18) La sixième Exposition menée par la KOICA (The Korea International Cooperation Agency) avec les ambassades des trois nations du Maghreb, au Seongnam Global Village de la province de Gyeonggi a porté sur l'histoire et la culture des trois pays du Maghreb central: l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

(19) La Fondation coréenne (KR) et l'Association coréenne-arabe (KAS), relevant des Affaires étrangères, ont réuni à Séoul, le Forum arabo-coréen pour les futurs leaders arabes pour l'année 2017. Lors de cette première édition, 47 participants représentant 12 pays de la région MENA ont participé à la rencontre afin de découvrir la culture sud-coréenne et tirer la leçon du miracle du fleuve Han, en particulier au lendemain de la guerre de Corée (1953) quand l'ex-colonie japonaise a été un pays pratiquement pauvre.

(20) En témoigne le score des élèves sud-coréens dans le classement du Programme pour le suivi des acquis des élèves (PISA), mesurant les aptitudes des élèves de 15 ans en matière de lecture, de mathématiques et de sciences, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

(21) Seonghoa Hong, ambassadeur des relations internationales de Busan : « Les relations économiques entre la Corée et les pays arabes se sont consolidées grâce à l'importation du pétrole et du gaz, et elles semblent se développer avec le Nord de l'Afrique »

(22) Déclaration citée dans « La Corée du sud et l'Afrique », Sang-Hoon Rhee Diplômé du DEA d'Études Africaines Centre d'Étude d'Afrique Noire – IEP de Bordeaux N° 40 - 1993: Centre d'Étude d'Afrique Noire. Institut d'Études politiques de Bordeaux. Travaux Et Documents. Responsable de la collection : Daniel Bach

(23) Liberia, Libye, Tunisie, Ghana, Éthiopie, Soudan,...

(24) Envoi de missions de bonne volonté dès juin-juillet 1960 dans les nouveaux États indépendants. L'une d'elles effectua un périple au Congo, au Cameroun, au Nigeria, au Togo, en Guinée, au Mali, au Maroc ; l'autre se rendit à Madagascar, en Somalie et au Soudan.

(25) Le 23 août 1960.

(26) Le gouvernement sud-coréen reconnaît le Congo-Brazzaville le 17 août 1960 et entre août 1960 et mai 1961, il envoie des missions de bonne volonté dans 13 pays.

(27) Le 16 mai 1961.

(28) Les sept objectifs définis sont :- l'obtention de la compréhension et l'appui international pour mener à bien :- la "révolution militaire"; - la consolidation des liens avec le monde libre et élargir les relations extérieures;- la promotion de la coopération avec l'ONU et les autres organisations internationales ; - la promotion les relations avec les États-Unis ; - la résolution du contentieux entre la Corée du Sud et le Japon;- l'orientation et la protection de la position des résidents coréens dans les pays étrangers ;- le renforcement de la publicité et l'information concernant la culture et les arts.

(29) Le gouvernement militaire avait envoyé cinq délégations de bonne volonté dans le monde, dont trois dans les 30 pays non-alignés. Cette diplomatie des missions de bonne volonté a été poursuivie par des missions commerciales en Éthiopie, au Kenya, au Congo-Brazzaville, au Nigeria, au Gabon, au Liberia et au Maroc. Par ailleurs, la Corée du Sud a ouvert des ambassades au Maroc et au Congo-Brazzaville. Il est à remarquer que le Maroc fait partie des pays qui ont intéressé la Corée du Sud depuis les débuts.

(30) A la fin de l'année 1963, la Corée du Sud entretient des relations diplomatiques avec 18 des 35 États africains indépendants, pour la plupart francophones. La Corée du Nord n'avait de relations diplomatiques qu'avec quatre pays francophones : l'Algérie, la Guinée, le Mali et l'Égypte.

(31) Hallstein Doctrine | European history | Britannica - <https://www.britannica.com>

La doctrine Hallstein, entre rigueur et pragmatisme (1955 ...<https://www.cairn.info> › revue-relations-internationales-20.

(32) Entre 1964 et 1965, par exemple, seuls trois territoires accèdent à l'indépendance : le Malawi, la Zambie (1964) et la Gambie (1965), avec lesquels la Corée du Sud établit rapidement des relations diplomatiques.

(33) Les États jadis prosocialistes comme la Tanzanie, le Mali ou le Ghana, ont tardé à établir des relations diplomatiques avec la Corée du Sud. Le Nigeria, attaché à sa politique de non-alignement, se déclarant neutre, n'a établi de relations diplomatiques avec aucune des deux Corées. A la fin de l'année 1968, Séoul a noué des liens diplomatiques avec 24 États africains sur les 30 admis aux Nations unies.

(34) Des ruptures diplomatiques entre Séoul et certaines capitales africaines vont en résulter. Ainsi, après avoir reconnu la Corée du Nord et établi des liens avec Pyongyang, la Mauritanie rompt ses relations diplomatiques avec la Corée du Sud, le 10 décembre 1964. Lorsque le Congo-Brazzaville prend la décision d'échanger des ambassadeurs avec la Corée du Nord, le gouvernement de Séoul décide de rompre avec lui, le 11 mai 1965, le régime Park refusant alors fermement toute coexistence avec la Corée du Nord dans une même capitale étrangère.

(35) Déclaration du ministre des Affaires étrangères devant la Commission du même nom de l'Assemblée nationale, décembre 1969.

(36) D'autres événements internationaux ayant contribué à créer une certaine détente entre l'Est et l'Ouest exercent aussi une influence sur la diplomatie de Séoul : entrée de la Chine aux Nations unies en 1971, voyage du président américain Nixon dans ce pays en 1972. Cette détente incite la Corée du Sud à prendre une série de mesures allant dans le sens de l'apaisement des tensions entre les deux Corées, et l'élargissement du cercle de ses appuis dans le monde.

(37) Avec le Togo (septembre 1974), puis le Bénin (mai 1975), qui ont reconnu la Corée du Nord en 1973. Pyongyang rattrape son retard sur Séoul à la fin de l'année 1973, date de l'abandon officiel de l'application de la doctrine Hallstein par la diplomatie sud-coréenne : le régime nord-coréen est alors reconnu par 28 États africains, tandis que le régime sud-coréen ne bénéficie que du soutien de 26 États. (38) Durant la période 1974-1979, la Corée du Nord a réussi à élargir ses relations diplomatiques de 28 États d'Afrique en 1974 à 42 États en 1979. En fait, il apparaît que la Corée du Nord ait profité, indirectement, de la nouvelle politique extérieure de Séoul. La Corée du Nord a entrepris une politique africaine très prononcée et soutenu quasiment toutes les dictatures du continent. Jusqu'aux années 1980, seule la Corée du Nord était présente en Afrique. Au Sénégal, le gigantesque monument en l'honneur de l'indépendance a été intégralement construit par les Nord-Coréens. Au Zimbabwe, en Namibie, des statues de 3, 4, 6 mètres en l'honneur des dictateurs africains sont l'œuvre des Nord-Coréens. Lorsque la Corée du Sud eut les moyens d'une politique africaine, elle n'a plus voulu laisser l'Afrique aux mains de la Corée du Nord ; il devint fréquent de voir deux ambassades coréennes dans certains pays africains.

(39) Dominique Barjot, Le miracle économique coréen 1953-2013, Réalités et limites. Cairn info. Outre-terre 2011 n°39, pp37-65.

(40) Par l'un de ses hommes de confiance le directeur de l'Agence centrale de Renseignement coréenne (KCIA).

(41) Dans cette optique, le voyage du Président Chun en Afrique, du 17 au 31 août 1982, revêt une grande signification diplomatique. Il s'agit en effet du premier déplacement d'un chef d'État sud-coréen sur le continent au cours duquel il visita quatre pays africains : le Kenya, le Nigeria, le Gabon, le Sénégal.

(42) En 1964, par exemple, les exportations sud-coréennes s'élèvent à seulement 277 000 US\$, les importations sont de 28 000 US\$.

(43) La Corée du Sud et l'Afrique Sang-Hoon Rhee , précité.

(44) On retrouve également, selon les années, du coton d'Égypte et du Soudan, ainsi que des produits tels que le cuivre qui provenait principalement de la Zambie.

(45) Dans toute l'Afrique, les produits électroniques et électroménagers coréens sont fortement appréciés par les classes moyennes montantes du continent. Cette catégorie est le cœur de cible visé par les Sud-Coréens.

(46) Des téléviseurs, des ordinateurs, des machines à laver, etc. L'électroménager et l'électronique sud-coréens aux prix peu élevés et de bonne qualité. Ainsi, les portables Samsung représentent un véritable symbole de réussite.

(47) En 1976, pour la première fois, la Corée du Sud a décidé d'investir au Gabon dans un complexe de 15 étages, comprenant

un grand magasin, des bureaux et des appartements. Dix ans plus tard, le montant des investissements coréens en Afrique se chiffrait à 33,14 millions US\$, soit 2,8 % du total des investissements sud-coréens à l'étranger.

(48) *ibid*

(49) Le groupe Daewoo logistics a obtenu le droit d'exploiter 1,3 million d'hectares de terres à Madagascar. Selon le quotidien économique de Séoul la politique de Daewoo Logistics, "envisage d'investir à Madagascar quelque 6 milliards de dollars sur vingt ans", ce qui est énorme, comparé à l'aide du FMI dont bénéficie le pays, soit 0,9 milliard de dollars "Il ne s'agit pas seulement de nos propres intérêts mais aussi de ceux de la population locale, qui pourra profiter de notre savoir-faire agricole et du développement de l'économie locale. Le travail s'effectue en coopération étroite avec les Malgaches en matière de construction de routes et de centrales." Il s'agit la plupart du temps de terres non défrichées. De plus, des emplois doivent être créés et 30 % des bénéfices devraient aller au gouvernement local. [...], Publié le 24/11/2008 - 16:47 A Madagascar, les Sud-Coréens se sont heurtés à des difficultés et à des résistances de la population non disposée à vendre son sol.

(50) Selon Oyebanji Oyelaran Oyeyinka, conseiller spécial du président de la BAD pour l'industrialisation, en Guinée équatoriale, que le programme 14/06 - 18:19.

(51) Pour Hwangroh Lee, ambassadeur de la Corée du Sud en Guinée Équatoriale, l'engagement de son pays aux côtés de l'Afrique s'exprime à travers la présence d'un représentant de Séoul à ce congrès annuel pour présenter le système de drones conçu pour le secteur agricole africain.

(52) François Nicolas, La Corée en Sud en Afrique entre soft power et intérêts économiques, janvier 2020 PCNS et IFRI.

(53) Déclarations sud-coréennes et marocaines lors de la 7ème session de la commission mixte fin octobre 2018. A la 5ème session du Forum d'affaires algéro-sud-coréen, le Premier ministre de l'époque, Ahmed Ouyahia, a appelé les investisseurs sud-coréens à renforcer leur présence sur le marché industriel algérien, porte vers l'Afrique, l'Europe et le monde arabe. La Tunisie affirme également qu'elle représenterait la tête de pont à la fois vers le Moyen-Orient, l'Afrique, mais aussi l'Europe. Son positionnement privilégié à la fois vis-à-vis de l'Europe, de l'Afrique et du monde arabe, serait une opportunité réelle pour booster ce partenariat. Sur la coopération tripartite, selon M. Laabidi, il s'agit d'une démarche à haut potentiel. « Nous avons un capital inégalé de sympathie et de confiance en Afrique. De l'autre côté, la Corée du Sud a un potentiel industriel confirmé ; et l'Afrique a des besoins en matière d'industrialisation. Nous avons tous les trois un intérêt à coopérer ».M.O.Voir La Presse (Tunisie)/ Turess 20-12-2018.

(54) "La Corée du Sud entretient d'étroites relations avec la Tunisie et aspire à bénéficier de ses excellentes relations avec les pays européens et du Moyen-Orient". (55) Déclaration du Premier ministre sud-coréen à l'issue d'une réunion avec le chef du gouvernement. (56) Aujourd'hui, celui de la Corée du Sud a grimpé pour se situer à 1,378 billion de dollars en 2015 alors que le Maroc a enregistré plus de 100 milliards de dollars, selon les chiffres de la Banque mondiale.

(57) Visite du premier ministre en 2018 à la tête d'une importante délégation. Selon Lee Nak-yeon ladite visite était sensée accélérer les relations entre les deux pays et réaliser des résultats à la hauteur de ces relations ancestrales.

(58) Au cours d'une entrevue avec le président de la Chambre des représentants, Habib El Malki, le responsable coréen a souligné que 37 investisseurs coréens devront examiner avec leurs homologues marocains les moyens de diversifier l'investissement sud-coréen à l'occasion du Forum économique maroco-coréen.

(59) La 7ème session de la Commission mixte à Séoul s'est tenue durant le 4ème trimestre 2018 (60) Les officiels marocains saluent régulièrement la position positive et constructive adoptée par la République de Corée en ce qui concerne la recherche d'une solution politique durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara marocain, conformément aux efforts de l'ONU (Voir MAP 28/12/2018.)

(61) *ibid*

(62) A l'issue de la visite officielle effectuée par M. Saad Dine El Otmani, chef du gouvernement en République de Corée (voir MAP 21 et 22 mai 2018).

(63) M. El Otmani était accompagné lors de cette visite d'une importante délégation composée de membres du gouvernement, notamment de M. Mohamed Boussaid, ministre de l'Economie et des finances, M. Saïd Amzazi, ministre de l'Education nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et M. Othmane El Ferdaous, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique, chargé de l'investissement.

(64) Le Royaume du Maroc s'est réjoui de la réussite du Sommet tenu entre les deux Corées, le 27 avril 2018 à Panmunjom, et qui a été couronné par la signature par le Président de la République de Corée, Jae-in Moon et le Président de la Commission des Affaires de l'Etat de la République Populaire Démocratique de Corée, Kim Jong-un, de la Déclaration de Panmunjom pour la paix, la prospérité et l'unification de la péninsule coréenne. Le Maroc et la CDS veulent donner un nouvel élan à la coopération bilatérale (Aujourd'hui le Maroc. 22 mai 2018).

(65) Le jumelage entre les villes de Casablanca et de Busan, qui compte aujourd'hui le quatrième port à conteneurs du monde et qui ambitionne de devenir le second en termes de transbordement. 7^{ème} Commission mixte Map 1/11/2018.

(66) Après la visite du Premier ministre de la République de Corée à Rabat Lee Nak-YON, durant le deuxième semestre de l'année 2018, et la programmation de la 7^{ème} session de la Commission mixte à Séoul, durant le 4^{ème} trimestre 2018.

(67) Programme Coréen pour l'Agriculture.

(68) Dans le sillage de la visite de travail et d'amitié du responsable coréen au Maroc, accompagné de 37 hommes d'affaires coréens, les chefs des deux gouvernements ont signé à Rabat six accords de coopération portant sur l'enseignement supérieur, les énergies renouvelables, l'automobile, les réseaux et la promotion des investissements.

(69) Jérôme Galveli-16:26 - septembre 29, 2017.

(70) Déclaration de Dongsil Park, ambassadeur de République de Corée à Rabat.

(71) Pour sa part, Saad-Eddine El Otmani a souligné que cette visite constituera une nouvelle impulsion pour les relations économiques entre les deux pays ainsi qu'une occasion pour examiner les possibilités de promouvoir les investissements coréens dans le royaume.

(72) Les travaux de la 7^{ème} Session de la Commission mixte Maroc-Corée du Sud.

(73) La Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Mounia Boucetta, a co-présidé le 30 octobre 2018, à Séoul, avec son homologue Yun Kang-hyeon, Vice-ministre Chargé des Affaires économiques auprès du ministère coréen des Affaires étrangères, les travaux de la 7^{ème} Session de la Commission mixte Maroc-Corée du Sud (Info 31 octobre 2018).

(74) En dépit de sa reconnaissance de la RASD, elle entretient des relations diplomatiques avec le Maroc depuis 1989, par le truchement d'une ambassade non résidente située au Caire.

(75) Le Premier ministre de la république de Corée, Lee Nak-Yon.

(76) Kaci Abdmeziem, ancien rédacteur en chef à l'agence de presse (APS). Cette rencontre réunit le CRASC, le CREAD (Centre de Recherche en Économie Appliquée pour le Développement) l'ENSM (École Nationale Supérieure de Management), l'ACEM (Association Coréenne des Études Maghrébines), l'IEEA (Institut des Études Euro-Africaines -université Hanyang), le CEF (Centre des Études Francophones - université Sungkyunkwan) et l'ISHE (Institut des Sciences Humaines d'Ewha - Université féminine d'Ewha).

(77) A la 5^e session du Forum d'affaires algéro-sud-coréen, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a appelé les investisseurs sud-coréens à renforcer leur présence sur le marché industriel algérien, lequel constituerait une porte vers l'Afrique, l'Europe et le monde arabe (Algérie Presse Service, 17/12/ 2018).

(78) Une joint-venture pour la construction de véhicules à Batna décembre 2018.

(79) En marge du 5^e Forum d'affaires algéro-sud-coréen co-présidé par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, et son homologue sud-coréen, Lee Nak-Yon, en visite officielle en Algérie. Le secrétaire général de Global Group, Mohamed Tahar Boudiaf, expliquait à cette occasion que le projet portait sur la construction de camions et de bus et non pas de montage, et qu'il était le premier du genre au niveau africain. L'usine devait permettre la création d'au moins 5.000 emplois directs et indirects, ainsi qu'un taux d'intégration national d'environ 40 %, au démarrage du projet, pour atteindre une fourchette oscillant entre 50 % et 60 % au cours des deux à trois années suivantes. Selon les prévisions, l'usine produira près de 40.000 unités de camions et bus par an. Déclaration à la presse du secrétaire général de Global Group, Mohamed Tahar Boudiaf. Le pacte d'association a été signé par le PDG de Global Group, Hassen Arbaoui, et le représentant de Hyundai Motor Company, Donho Choi.

(80) «Nous pouvons créer de nouvelles opportunités et commencer par institutionnaliser le dialogue entre les gouvernements

et les institutions des deux pays» appelant à encourager les rencontres entre les hommes d'affaires. M. Lee a annoncé la tenue en 2019 de la réunion du Comité mixte algéro-sud-coréen dont la dernière rencontre remonte à 2007: « Cette rencontre sera une occasion importante pour passer à l'examen de la coopération en cours et relever ensemble de nouveaux défis».

(81) 29 septembre, 2014 4:27 Ycine Tamlali selon le quotidien sud-coréen koreherald,

(82) Déclaration du KFS, dans un communiqué officiel.

(83) D'après le site Korea.Net.

(84) ibid le KFS.

(85) La superficie des terres forestières en Algérie est estimée par la FAO à 4.255.840. Elle se répartit, pour l'essentiel, comme suit : 1.329.000 ha de forêts naturelles (28 %), 1.844.400 ha de maquis et de broussailles (39 %) et 1.344.273 ha de reboisements (28,2 %).

(86) KOICA a apporté son appui à différents aspects.

(87) La Corée du Sud s'est dotée le 26 mars 2016 d'une nouvelle loi particulièrement stricte dans le domaine de la lutte contre la corruption. Possibilité de punir les contrevenants de trois ans de prison et de 30 millions de wons (50 000 dinars) d'amende. La loi concerne les fonctionnaires, les enseignants du privé et les journalistes. Sa particularité est qu'elle interdit purement et simplement les cadeaux, sans que soit apportée la preuve de l'obligation ou de la condition accompagnant le cadeau, du moins si le présent a une valeur supérieure à 1.760 dinars. Dans le cas d'une invitation au restaurant, le menu de la personne invitée ne peut valoir plus de... 53 dinars. 30/05/2016 11h:13 CET | Actualisé 30/05/2016 11h:35 CET Antony DrugeonHuffPost Tunisie KAMEL AYADI

(88) Déclaration après l'inauguration, le 29 mai, de la Chambre de commerce tuniso-coréenne : la Tunisie se présente comme le seul pays qui a de bonnes relations avec tous les pays arabes et qui a une longue histoire commerciale avec l'Europe et qui est pleinement en Afrique, avec notamment son adhésion à la Zone de libre échange continentale, a détaillé Cho Koo Rae, ambassadeur de Corée du Sud en Tunisie, lors de l'inauguration de la Chambre de commerce tuniso-coréenne.

(89) La Tunisie pourrait être une plateforme de production et d'exportation de produits sud-coréens vers l'Europe et l'Afrique », a précisé alors le chef du gouvernement Chahed.

(90) Le chef de gouvernement a lui-même affirmé, dans son discours d'ouverture du Forum économique tuniso-coréen organisé, à Tunis, la volonté de la Tunisie d'instaurer une coopération stratégique à long terme avec la Corée du Sud. Il a aussi exprimé la volonté du gouvernement de conclure avec la Corée du Sud un accord commercial préférentiel qui instaure des réductions tarifaires sur des listes définies de marchandises dans l'objectif de hisser le niveau des échanges commerciaux entre les deux pays.

(91) A la quête « de partenariats sur le long terme avec les entreprises asiatiques et surtout sud-coréennes et ouvrir de nouveaux horizons pour les investisseurs sud-coréens. Nous avons une nouvelle loi de l'investissement qui comprend des incitations fiscales intéressantes. Ajouter à cela des exonérations d'impôts en lien avec le marché européen ont été décidées.

(92) Ainsi dans les déclarations du Premier ministre sud-coréen, Lee Nak-yeon. Pour le chef du gouvernement, Youssef Chahed, la visite du Premier ministre sud-coréen constitue une occasion pour le lancement d'une nouvelle dynamique et le renforcement de la coopération bilatérale, pour suivre les recommandations de la réunion de la commission mixte de Séoul. Youssef Chahed accueille le Premier ministre sud-coréen ...<https://www.businessnews.com.t>

(93) Promouvoir la diversification des exportations dans les pays fragiles. Les chaînes de valeur émergentes du Mali, du Tchad, du Niger et de la Guinée, José R. López-Cálix. Groupe de la Banque mondiale. 2020.

(94) Le Fonds Coréen KOAFEC, administré par la Banque africaine de développement devait financer ce projet à travers un don de près d'un million de dollars.

(95) Auquel devait participer un important groupe d'hommes d'affaires attendu en Tunisie en septembre.

(96) Koo-Rae Cho entretien in Tunisie.Tn 7 juillet 2022.

(97) Selon Samir Majoul, président de l'Utica.

(98) Déclarations de Slim Feriani, ministre de l'Industrie et des PME.

- (99) Malek Jomni, Corée du Sud: une coopération triangulaire prometteuse, Anadolu Agency, 27-05-2022.
- (100) Koo-Rae Cho entretien in Tunisie. Tn 7 juillet 2022.
- (101) HuffPost Tunisie/TAP19/12/2018 14h:42.
- (102) 11 juin 2019 à 13h59 | Par Mathieu Galtier - à Tunis Mis à jour le 13 juin 2019 à 09h25.
- (103) Voir déclaration de Lassaad Laabidi, PDG du Centre de promotion des exportations.
- (104) Selon le Premier ministre coréen.
- (105) « C'est une partie du monde où nous ne sommes pas connus du tout. Nous devons faire valoir nos produits d'excellence comme l'huile d'olive, mais aussi notre potentiel touristique. ».
- (106) Mehdi Mahjoub, secrétaire général de la chambre de commerce – et par ailleurs directeur général de Hyundai en Tunisie.
- (107) La Corée du Nord aurait notamment fourni au régime libyen de l'hexafluorure d'uranium, utilisé pour l'enrichissement d'uranium et combustible pour les réacteurs nucléaires/armes nucléaires selon un rapport du Pentagone. Voir Thérèse Delpech, Les désarrois de la lutte contre la prolifération nucléaire, Presses Science politiques/Critique Internationale, 2004/2, n°23, pp.43-52.
- (108) Les officiels américains avaient dénoncé alors une « coopération entre la Corée du Nord et la Libye ». En 2003, la Libye accepte finalement de mettre un terme à son programme d'armes de destruction massive, de détruire ses missiles balistiques ayant une portée de plus de 300 km/charge utile de 500 kg et d'autoriser des inspections de l'ONU. Voir Le Monde, La Libye renonce à son programme d'armes de destruction massive (20 décembre 2003).
- (109) Le démantèlement des armes de destruction massive libyennes a en effet rendu possible l'intervention militaire de l'OTAN selon certains analystes. En mai 2011, l'ambassade nord-coréenne à Tripoli aurait été endommagée dans un raid de l'OTAN qui visait un complexe militaire libyen situé à proximité. L'OTAN a réfuté peu de temps après avoir ciblé l'ambassade. Le Figaro, Libye : une ambassade touchée (<https://www.lefigaro.fr>, 12.05. 2011).
- (110) Est supervisée par un personnel composé de 31 personnes réparties entre administrateurs et formateurs, Laurent Lagneau · 2 août 2018. 28/08/2008 spécialisé dans le domaine du Bâtiment et du Génie civil édifié par la Corée du Sud à Tripoli.
- (111) Août 2018.
- (112) Le 6 juillet, un ressortissant sud-coréen et trois techniciens philippins travaillant sur un projet hydraulique dans le sud de la Libye ont été enlevés par des hommes armés. Les quatre hommes sont apparus dans une vidéo diffusée via Internet par leurs ravisseurs non identifiés et repérée par SITE, un centre américain spécialisé dans la surveillance des activités numériques des groupes jihadistes. Visiblement, la Corée du Sud tient à se ménager plusieurs options, y compris militaires. En effet, Séoul a annoncé, le 2 août, l'envoi du destroyer « Munmu le Grand » au large des côtes libyennes (Voir Anima Investment Network, Plateforme de coopération pour le développement économique en Méditerranée).
- (113) Il y eut un flux de visites de membres du gouvernement et de hauts fonctionnaires.

À propos de l'auteur, Abdallah Saaf

Abdallah Saaf est Senior Fellow à Policy Center for the New South et professeur de sciences politiques à l'université de Mohamed V à Rabat. Il est directeur du Centre des Etudes et Recherches en Sciences Sociales et président fondateur de l'Association marocaine de sciences politiques. Il dirige également la revue Abhath (Revue marocaine de sciences sociales). Abdallah Saaf a été membre de la Commission de révision de la constitution marocain de juillet 2011 et membre du comité scientifique du Forum Mondial des Droits de l'homme. Il fut notamment Ministre de l'Education Nationale au cours de la période du gouvernement de l'Alternance (1998-2004). Le Professeur Saaf dirige la publication régulière d'un Rapport stratégique du Maroc depuis 1995.

Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Al Bortokal Street, Hay Riad, Rabat - Morocco

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma



THINK • STIMULATE • BRIDGE